

Madame Doris Leuthard
Présidente de la Confédération
Cheffe du DETEC
Palais fédéral Nord
3003 Berne

energiestrategie@bfe.admin.ch

Paudex, le 8 mai 2017
EP/mjb

**Mise en œuvre du premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050 :
Modifications à l'échelon des ordonnances (9 ordonnances nouvelles et/ou révisées)**

Réponse à la procédure de consultation

Madame la Présidente de la Confédération,

Nous nous référons à votre courrier du 1^{er} février 2017 relatif à l'objet mentionné en titre et vous prions de trouver, ci-après, notre prise de position sur les 9 ordonnances fédérales nouvelles et/ou révisées suivantes :

- Ordonnance sur l'énergie OEne (nouvelle et révisée totalement) ;
- Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables OEneR (nouvelle) ;
- Ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique d'installations, de véhicules et d'appareils fabriqués en série OEEE (nouvelle) ;
- Ordonnance du DETEC sur l'attestation du type de production et de l'origine de l'électricité OGOM, ex-OAOr (révisée totalement) ;
- Ordonnance sur la réduction des émissions de CO2 OCO2 (révisée partiellement) ;
- Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité OApEI (révisée partiellement) ;
- Ordonnance sur l'énergie nucléaire OENu (révisée partiellement) ;
- Ordonnance sur les émoluments et les taxes de surveillance dans le domaine de l'énergie Oémol-En (révisée partiellement) ;
- Ordonnance sur la géologie nationale OGN (révisée partiellement) ;

Nous relevons que les rapports explicatifs – sans les projets d'ordonnances - des révisions de ces 9 ordonnances comptent au total pas moins de 162 pages, ce qui pose la question de la lisibilité de la politique énergétique suisse, à l'évidence de plus en plus bureaucratique.

1. Objet de la consultation et objectif prioritaire du Centre Patronal

Nous avons pris bonne note du fait que la présente consultation porte sur la mise en œuvre du premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050 (SE-2050), dont le cœur – à savoir la révision de la loi fédérale sur l'énergie LEne - fait l'objet unique de la votation populaire fédérale du 21 mai 2017, suite à un référendum lancé notamment par diverses grandes organisations économiques, dont nous ne faisons pas partie.

Cela posé, nous relevons que nous avons, dès le début du processus qui a mené à cette votation, fait part de notre très grand scepticisme par rapport à la plausibilité de la SE-2050 en règle générale et au coût de cette dernière en particulier.

Aujourd'hui comme hier et comme demain, notre objectif prioritaire en matière de politiques énergétique et climatique - en tant que secrétariat de la principale organisation faîtière de l'économie vaudoise - consiste à préserver la compétitivité de la place économique (industrielle) suisse, en évitant notamment tout Alleingang.

Nous poursuivrons cet objectif quel que soit le résultat de la votation du 21 mai 2017 sur la loi sur l'énergie, que nous recommandons à nos affiliés de rejeter malgré certaines améliorations apportées par le Parlement (requalification des objectifs de consommation et de production d'énergie en valeurs indicatives, soutien à la grande hydraulique, limitation dans le temps des subventions aux énergies renouvelables, transformation du système d'encouragement de la rétribution à prix coûtant ou RPC en un système de rétribution de l'injection basé sur la commercialisation directe et aligné sur les coûts).

Par conséquent, nous combattons un éventuel deuxième paquet de mesures de la SE-2050, en particulier si ce dernier réactivait tout ou partie des taxes prévues dans le projet de « Réforme fiscale écologique », rejeté d'ores et déjà – à juste titre - par le Conseil national (1^{er} Conseil) et la Commission de l'énergie du Conseil des Etats (2^e Conseil).

De même, nous continuerons à nous opposer catégoriquement au projet de révision totale de la loi sur le CO2 tel que mis en consultation en 2016 (doublement de la taxe CO2 sur les combustibles et mesures de compensation des émissions générées par les carburants, faisant de notre pays un « Heidiland »).

2. Remarques générales relatives à la consultation

Le Centre Patronal salue la répartition, pour des raisons de clarté, des thèmes de la précédente version de l'ordonnance sur l'énergie en trois ordonnances séparées, à savoir :

- Ordonnance sur l'énergie OEne (nouvelle et révisée totalement) ;
- Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables OEneR (nouvelle) ;
- Ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique d'installations, de véhicules et d'appareils fabriqués en série OEEE (nouvelle).

A l'évidence, le texte de 52 pages de l'OEne actuelle (214 pages avec les appendices) et ses multiples révisions rendaient difficiles la lisibilité de cette dernière.

Outre les trois nouvelles ordonnances issues de l'OEne actuelle, nous relevons l'importance des révisions partielles de l'Ordonnance sur la réduction des émissions de CO2 et de l'Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité OApEl. En ce sens, nous avons consulté auto-suisse, Swissmem et l'USPI pour ce qui concerne les dispositions intéressant directement ces organisations qui rassemblent toutes des entreprises consommatrices d'énergie à titre direct ou indirect (par le biais de leurs clients).

Les quatre dernières révisions d'ordonnances (OGOM, OENu, OémoI-En et OGN), revêtent une importance moindre à nos yeux, à l'exception relative de celles de l'OGOM et de l'OGN.

3. Remarques détaillées sur certaines ordonnances (7 sur 9)

a) Ordonnance sur l'énergie OEne (selon la structure du rapport explicatif)

- Nous demandons que le Conseil fédéral puisse édicter des exceptions quant à l'obligation de fournir une garantie d'origine et de marquage de l'électricité. De fait, les coûts d'établissement de cette garantie ne devraient augmenter que dans le but d'améliorer effectivement la transparence, amélioration à la fois plus que douteuse et coûteuse dans le cas de grandes entreprises consommatrices (consommateurs finaux) qui achètent leur courant à la bourse européenne de l'électricité pour favoriser leur compétitivité (voir point b) suivant).
- Nous estimons par ailleurs que le droit du bail assure de manière générale la protection des locataires et des preneurs de bail et nous opposons donc à l'édiction de nouvelles dispositions de protection au titre de la consommation propre d'électricité.
- Nous demandons une nouvelle fois que le plus possible d'entreprises puisse bénéficier d'un remboursement du supplément perçu sur le réseau (taxe sur l'électricité augmentée de 1,5 centime/kWh à 2,3 centimes/kWh du fait du premier paquet de la SE-2050), sur la base de leur valeur ajoutée brute et de leurs coûts d'électricité.
- Concernant les bâtiments, nous relevons la légitimité démocratique restreinte des mesures harmonisées (ModEnHa 2015 et Modèle de prescriptions énergétiques des cantons ou MoPEC 2014) adoptées par la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie, organe de coordination non soumis à un contrôle parlementaire direct, à l'inverse des décisions du Conseil fédéral et des gouvernements cantonaux. En ce sens, nous rejetons l'obligation faite aux cantons de prescrire - dans leurs programmes visant à encourager l'utilisation efficiente de l'énergie - que les mesures de construction concernant des bâtiments ne bénéficient d'un soutien qu'en cas de certificat énergétique cantonal des bâtiments, assorti d'un rapport de conseil, soit, comme nous le comprenons, un CECB plus (certificat énergétique des bâtiments particulièrement exigeant).
- Nous saluons enfin le fait qu'aucune nouvelle réglementation n'est introduite concernant la consommation d'énergie des entreprises, mais que les cantons sont liés par les directives de la Confédération lorsqu'ils utilisent, dans le cadre de l'exécution de leurs prescriptions sur les conventions d'objectifs avec les grands consommateurs, les conventions d'objectifs avec la Confédération. Nous espérons ainsi une meilleure coordination des dispositions fédérales et cantonales en la matière.

b) Ordonnance du DETEC sur la garantie d'origine et le marquage de l'électricité OGOM

Nous soulignons, en référence à notre première remarque relative à la révision de l'OEne (voir point a) ci-dessus), que le rapport explicatif de l'OGOM mentionne expressément, en page 1 : « *Les modifications prévues améliorent la transparence de l'origine de l'électricité. Pour certaines entreprises, l'introduction de la déclaration complète pourra entraîner un certain coût initial. (...)* » Cette mention nous inquiète.

c) Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables OEneR

- Nous relevons – tout en nous opposant au système de subventions « à l'allemande » mis en place dans notre pays depuis 2009 – la limitation dans le temps des subventions aux

énergies renouvelables, ainsi que la transformation du système d'encouragement de la RPC en un système de rétribution de l'injection basé sur la commercialisation directe et aligné sur les coûts. Nous tenons à ce que les dispositions relatives aux énergies renouvelables se rapprochent toujours plus des règles de l'économie de marché.

- Nous saluons par ailleurs le soutien à la grande hydraulique, soutien que nous avons appelé publiquement de nos vœux dès 2015.
- Enfin, nous sommes en faveur de la variante B destinée à réduire la liste d'attente RPC, à savoir la liste d'attente de subventions fédérales attribuées en bonne partie à des exploitants d'installations photovoltaïques. Notre choix est motivé par notre interprétation du passage y relatif – à notre sens inquiétant du point de vue du respect de l'Etat de droit - du rapport explicatif de l'OEnER qui souligne en page 10 que « *Simultanément (...) nombre d'exploitants qui ont mis leur installation en service sans [sic] décision positive sous le régime du droit en vigueur ne pourront plus participer au système de rétribution de l'injection.* » Cette exclusion nous semble en effet pleinement justifiée, notre Etat ne devant pas « récompenser » celles et ceux qui n'attendent pas ses décisions légitimées par la législation en vigueur.

d) Ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique d'installations, de véhicules et d'appareils fabriqués en série OEEE (selon la structure du rapport explicatif)

- Nous saluons l'amélioration de la lisibilité des dispositions relatives à l'efficacité énergétique, de même que la prise en compte des réglementations de l'UE visant les appareils, ce qui nous éloigne d'un « Alleingang » dommageable en la matière.
- Nous exigeons que le champ d'application de cette ordonnance soit nettement mieux défini, la formulation de l'article 1, alinéa 2 « *Elle s'applique aux installations, aux véhicules et aux appareils fabriqués en série, ainsi qu'à leurs composants fabriqués en série, dont la consommation d'énergie est importante [sic] et qui sont mis en circulation ou fournis en Suisse* » autorisant toutes les dérives bureaucratiques, qui caractérisent déjà par trop la politique énergétique suisse.
- Nous soutenons – pour cause de non prise en compte du principe de praticabilité - la revendication des milieux industriels relative à la suppression de l'alinéa 4 de l'article 6 « Marquage » du projet d'OEEE, alinéa qui fixe que quiconque met en circulation ou fournit des installations et appareils fabriqués en série doit veiller à ce que l'étiquette-énergie figure de manière bien lisible dans les publicités.

e) Ordonnance sur la réduction des émissions de CO2 (selon structure du rapport explicatif)

- Nous déplorons, premièrement, les tendances à l'Alleingang qui se dessinent dans le cadre de la présente révision et, deuxièmement, que la coordination des politiques énergétique et climatique suisses - au niveau de l'Ordonnance sur l'énergie et de la présente ordonnance - semble une fois de plus insuffisante.
- Nous relevons par ailleurs que la présente révision porte en grande partie sur les valeurs cibles d'émission de CO2 fixées pour les voitures de tourisme, les voitures de livraison et les tracteurs à sellette légers.
En ce sens, nous déplorons une nouvelle fois que ces valeurs « UE-compatibles » soient calculées en Suisse par rapport au seul marché suisse des nouveaux véhicules immatriculés, alors qu'elles devraient l'être logiquement sur la base de l'intégration arithmétique du marché suisse au marché européen des nouveaux véhicules

immatriculés, faisant ainsi de notre pays un nouveau 28^e membre de l'UE (après le Brexit) en la matière.

De ce fait, il s'agit de compenser la petitesse du marché suisse des nouveaux véhicules immatriculés en comparaison avec le marché européen, au moyen de mesures de « phasing-in » (reprise de la valeur-cible d'émission de CO₂ par « tranches » progressives au fil du temps du marché des nouveaux véhicules immatriculés) et de « supercredits » y relatifs, étant par ailleurs entendu que le Conseil fédéral les propose en relation avec les valeurs cibles UE applicables dès 2020, à savoir : 95 grammes de CO₂/km pour les voitures de tourisme et 147 grammes de CO₂/km pour les véhicules de livraison. A propos de ces derniers, nous relevons que les coûts induits de cette forme dérivée d'Alleingang, notamment pour les PME utilisatrices de tels véhicules (amendes sanctions reportées sur les consommateurs en cas de dépassement de la valeur cible) pourraient monter à 15'000 francs dans certains cas, somme à l'évidence inacceptable. Par conséquent, compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral en la matière, nous soutenons les revendications d'auto-suisse en ce qui concerne tant les mesures de « phasing-in » que l'octroi de « supercredits ».

- Nous saluons la reformulation de l'article 104, alinéa 1 qui ne mentionne plus expressément - en relation avec l'octroi aux cantons par la Confédération de contributions globales pour la réduction à long terme des émissions de CO₂ des bâtiments – des mesures d'assainissement énergétique destinées à améliorer l'isolation thermique de l'enveloppe des bâtiments existants. En effet, il apparaît que des mesures relatives à la technique du bâtiment présentent souvent un meilleur rapport coût efficacité.
- Nous saluons également le remboursement partiel de la taxe CO₂ pour les entreprises qui exploitent des installations à couplage chaleur-force (CCF) et qui ont pris un engagement de réduction. Et nous profitons de la présente consultation pour demander à nouveau la multiplication des possibilités pour des entreprises de se faire rembourser la taxe CO₂.
- Enfin, en tant que gestionnaire de l'une des plus grandes caisses AVS de Suisse romande, nous approuvons le report du délai pour la répartition aux entreprises de la part du produit non affecté de la taxe CO₂ de fin juin à fin septembre (article 125, alinéa 2).

f) Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité OApEI

- Nous relevons avec le Conseil fédéral le changement de paradigme en matière de production-consommation d'électricité, cette dernière étant appelée à être de plus en plus consommée là où elle est produite. Ce changement de paradigme doit effectivement être accompagné de l'introduction parallèle de systèmes de commande et de réglage intelligents, qui comprendront également des solutions de stockage, systèmes qui permettront aux consommateurs finaux d'organiser et planifier leur consommation et leur soutirage d'électricité sur le réseau de manière plus flexible. En ce sens, la révision de l'OApEI est sans doute la plus portée vers l'avenir de tout le paquet de révisions d'ordonnances soumis à la présente consultation.
- Nous saluons l'établissement de règles claires quant à la mise en place des systèmes intelligents en matière de réseau électrique, mais demandons que ces règles, compte tenu de leur importance, soient toutes fixées au niveau de la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité (LApEI) et non – même partiellement - au niveau de l'ordonnance y relative.
- Nous nous opposons enfin au calendrier de mise en place des systèmes intelligents susmentionnés (7 ans à partir du 1^{er} janvier 2018) compte tenu du coût de ces derniers,

coût mentionné d'ailleurs dans le rapport explicatif, et proposons que seuls les clients finaux ayant accès au marché de l'électricité soient tenus de respecter ce calendrier.

g) Ordonnance sur la géologie nationale OGN

Nous saluons la volonté de définir des termes au sens du respect du droit d'auteur.

4. Conclusions politiques

Sur la base d'une lecture critique de la masse de documents soumis à la présente consultation, le Centre Patronal ne peut soutenir en l'état – quel que soit le résultat de la votation populaire fédérale du 21 mai prochain sur la révision de la loi sur l'énergie, cœur de la Stratégie énergétique 2050 – la plupart des modifications de la majeure partie des ordonnances de mise en œuvre de cette dernière.

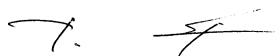
En bonne logique, nous demandons la reformulation de ces ordonnances (OEne, OEneR, OEEE, OCO2 et OApEI), voire la reprise d'une partie des dispositions prévues dans un projet de loi fédérale (LApEI), sur la base de nos remarques détaillées.

En ce sens, nous soulignons une nouvelle fois que notre objectif prioritaire en matière de politiques énergétique et climatique consiste à préserver la compétitivité de la place économique (industrielle) suisse, en évitant notamment tout Alleingang.

Enfin, en référence aux conclusions d'une étude que nous avons cofinancée et qui sera publiée d'ici fin 2017, nous relevons que la culpabilisation des dirigeants d'entreprises (PME) en ce qui concerne une transition énergétique est contre-productive, de même que toute forme d'incertitude (par rapport à la législation à venir), davantage propice à l'attentisme qu'à l'action. Compte tenu du fait que la politique climatique doit être redéfinie à partir de cette année, nous doutons ainsi fortement que la présente consultation, qui porte pour l'essentiel sur la politique énergétique, contribue à dissiper le climat d'incertitude dans lequel baignent les politiques énergétique et climatique de notre pays. Ceci sans même parler de la complexité de ces modifications d'ordonnances, qui accentuent encore le caractère bureaucratique de notre politique énergétique.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à cette prise de position, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente de la Confédération, l'assurance de notre haute considération.

Centre Patronal



Patrick Eperon

Bundesamt für Energie
3003 Bern

Elektronisch:
energiestrategie@bfe.admin.ch

8. Mai 2017

Vernehmlassung zur Umsetzung des ersten Massnahmenpakets zur Energiestrategie 2050 – Änderungen auf Verordnungsstufe

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Teilnahme an der Vernehmlassung zur Umsetzung des ersten Massnahmenpakets zur Energiestrategie 2050 – Änderungen auf Verordnungsstufe.

economiesuisse vertritt als Dachverband der Schweizer Wirtschaft rund 100'000 Unternehmen jeglicher Grösse mit insgesamt 2 Millionen Beschäftigten in der Schweiz. Unsere Mitglieder umfassen 100 Branchenverbände, 20 kantonale Handelskammern sowie Einzelfirmen. Sämtliche dieser Unternehmen nutzen Energie für die Bereitstellung ihrer Dienste und Produkte und tragen damit einen wesentlichen Teil zur Finanzierung der kostendeckenden Einspeisevergütung bei.

Entscheidend für die Schweizer Unternehmen ist, dass sie Strom zu wettbewerbsfähigen Preisen beziehen können. Ansonsten leidet die Wettbewerbsfähigkeit, was gerade vor dem Hintergrund der Frankenstärke verhindert werden muss. Noch wichtiger ist für die Unternehmen, dass die Energie verlässlich zur Verfügung steht.

Allgemeine Bemerkungen

Im März 2017 hatte der Vorstand von economiesuisse beschlossen, keine Parole zur Abstimmung am 21. Mai 2017 über die Energiestrategie 2050 zu fassen. Aus diesem Grund möchten wir hier auf eine ausführliche Bewertung der Energiestrategie 2050 (1. Massnahmenpaket) verzichten. Aus unserer Sicht wurde die ursprüngliche Vorlage im parlamentarischen Prozess klar verbessert. Dennoch muss konstatiert werden, dass die nun vorliegende Version in den für die Wirtschaft wichtigen Zieldimensionen, Versorgungssicherheit und wettbewerbsfähige Preise, keine Verbesserungen bringt. Die Energiestrategie 2050 verteuert zwar den Strom, verbessert dabei aber die Versorgungssicherheit nicht oder

anders ausgedrückt: die Energiestrategie 2050 bietet keine Lösung für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit (vor allem in den Wintermonaten), verursacht aber mit dem damit einhergehenden Subventionssystem enorme Kosten, welche den Strom unnötig verteuern. Zusätzlich bringt das 1. Massnahmenpaket zur Energiestrategie 2050 zahlreiche Detailregulierungen, Verschärfungen von Vorschriften etc. mit sich. Unabhängig vom Ausgang der Abstimmung und der allfälligen Umsetzung dieser Ausführungsbestimmungen ist daher klar, dass die Herausforderungen in der Energiepolitik gross bleiben. Nötig sind insbesondere mehr Markt und internationale Einbindung. Eine vollständige Strommarktöffnung sowie ein verstärkter Ausbau der grenzüberschreitenden Kapazitäten wären aus Sicht von economistes Schritte in die richtige Richtung. Damit könnte ein wichtiger Beitrag zur Versorgungssicherheit erzielt werden. Zudem sollen die Probleme nicht einfach auf die Klimapolitik verlagert werden.

Detailbemerkungen

1. Änderung der Stromversorgungsverordnung (StromVV)

Art. 8a und 31e Intelligente Messsysteme

Grundsätzlich begrüssen wir, dass intelligente Messsysteme einzusetzen sind. Für eine zukunftsfähige Stromversorgung sind diese wohl unumgänglich und entsprechen auch den Anforderungen eines effizienten Netzbetriebs.

Einem flächendeckenden Roll-Out innerhalb von 7 Jahren stehen wir sehr kritisch gegenüber und können diesen nicht unterstützen. Ein Smart Meter Roll-Out verursacht generell hohe Investitions- und Betriebskosten, wobei die Geschwindigkeit und der Umfang des Roll-Outs grossen Einfluss auf die Kosten haben. Mit der bundesrätlichen Vorgabe von 100 Prozent in 7 Jahren entstehen unnötige Mehrkosten. Einerseits liegen keine Kosten-Nutzen-Abklärungen vor und andererseits ist die Geschwindigkeit ambitionierter als die Zeitvorgaben in der EU. Ein forciertes flächendeckendes Roll-Out bringt keine Vorteile sondern nur unnötige Mehrkosten, weshalb davon abzusehen ist. Zusätzlich ist zu bemerken, dass die Vorteile von intelligenten Messsystemen erst dann ihre Wirkung entfalten, wenn für alle Endverbraucher der Strommarkt vollständig geöffnet ist.

Wir beantragen anstelle eines derart forcierten einen „natürlichen“, nach Wirtschaftlichkeit priorisierten Roll-Out. Ansonsten sind (zu) hohe Kosten ohne erwarteten Effizienzgewinn zu befürchten. Der Roll-Out soll sich an den europäischen Benchmarks vergleichbarer Länder orientieren.

Art. 8c Intelligente Steuer- und Regelsysteme und Art. 13a Anrechenbare Kosten von Mess-, Steuer- und Regelsystemen

Das hier angesprochene Thema des Umgangs mit Flexibilität ist ein wichtiges Thema. Dies umso mehr weil wir eine zunehmend volatile Stromproduktion zu erwarten haben. Bezüglich Planungssicherheit, Zielkonflikten und Umsetzung in der Praxis sind aber noch einige Fragen offen, die gesamthaft im Rahmen der Revision des Stromversorgungsgesetzes angegangen werden sollten anstatt hier nur teilweise und auf Verordnungsstufe.

Da die Thematik ‚Flexibilität‘ sehr komplex ist und viele Fragen (Praxis, Zielkonflikte) noch nicht abschliessend geklärt sind, beantragen wir eine umfassende Regelung des Themas in der Revision des Stromversorgungsgesetzes und ein Zurückstellen der aktuell geplanten Verordnungsänderungen.

Art. 18 Netznutzungstarife

Das Ziel bei den Netznutzungstarifen muss eine verursachergerechte Tarifierung sein. Mit dem vorliegenden Vorschlag tragen Eigenverbraucher nicht im vollen Umfang die von ihnen verursachten Kosten. Das heisst, die Netzkosten müssen andere Verbraucher übernehmen.

Wir beantragen die Ausarbeitung einer verursachergerechten Tarifierung (und die Streichung des Absatzes 2).

2. Änderung der CO2-Verordnung (CO2-V)

Art. 7 Gesuch um Ausstellung von Bescheinigungen und Art. 10 Ausstellung der Bescheinigungen

Eine zusätzliche Prüfung der Verträge durch das Bundesamt für Umwelt erachten wir als unnötig. Diese zusätzliche Kontrollkompetenz würde lediglich den administrativen Aufwand unnötig erhöhen und gleichzeitig keine Rückschlüsse auf die Qualität des Angebotes der Validierungsstelle zulassen, wie intendiert.

Wir beantragen daher eine Streichung der betroffenen Passagen (Art. 7 Abs. 1 und Art. 10 Abs. 1).

Art. 26 (geltendes Recht) Berechnungsgrundlagen für die CO2-Emissionen von Personenwagen, Lieferwagen und leichten Sattelschleppern

Dieser Artikel wurde ersatzlos gestrichen, was für uns nicht nachvollziehbar ist. Vielmehr sollen der Anteil an erneuerbarer Energie und der damit einhergehende tiefere klimarelevante CO2-Wert weiterhin Teil der anwendbaren Berechnungsgrundlagen bilden und im Einklang mit der Ausweitung der Emissionsvorschriften auf Lieferwagen und leichte Sattelschlepper ausgedehnt werden.

Wir beantragen, den Verordnungsentwurf um folgenden Artikel zu ergänzen:

[Art. 26a neu]: Mit Erdgas betriebene Fahrzeuge

Für Fahrzeuge, die ganz oder teilweise mit Erdgas betrieben werden, setzt das BFE die massgebenden CO2-Emissionen um den Prozentsatz des anrechenbaren biogenen Anteils am Gasgemisch tiefer an.

Art. 96a Rückerstattung für Unternehmen mit Verminderungsverpflichtung, die WKK-Anlagen betreiben

Die teilweise Entlastung von der CO2-Abgabe für WKK-Anlagen wird begrüsst.

Wir beantragen aber eine Streichung von Unter- und Obergrenzen für WKK-Anlagen für die teilweise Rückerstattung.

Art. 27 Berechnung der durchschnittlichen CO2-Emissionen bei Grossimporteuren

Wir begrüssen grundsätzlich Einführungsmodalitäten (Phasing-In, Supercredits) für die CO2-Grenzwerte für Personen- sowie Lieferwagen und leichte Sattelschlepper. Mit der vorgeschlagenen Regelung wurden aber die spezifischen schweizerischen Verhältnisse zu wenig berücksichtigt. Ein Erreichen der spezifischen Emissionsziele für Fahrzeuge ist in der Schweiz viel schwieriger als in den EU-Ländern. Zudem wird dem Unterschied zwischen Personenwagen einerseits und den Lieferwagen und Sattelschleppern andererseits keine Rechnung getragen. Mit den vorgeschlagenen Regelungen würde lediglich ein substantieller Fonds mit Sanktionszahlungen geäufnet, obwohl das ausdrücklich nicht das Ziel dieser Regelungen sein soll.

Die Festlegung von Einführungsmodalitäten für Personenwagen einerseits und für Lieferwagen und leichte Sattelschlepper andererseits soll getrennt erfolgen mit dem Ziel, diese (unter Berücksichtigung der speziellen schweiz. Verhältnisse) gleich ambitioniert wie für EU-Länder auszugestalten. Für Lieferwagen und Sattelschlepper soll die Festlegung erst nach Erarbeitung der nötigen Grundlagen erfolgen. **Wir beantragen ein weitergehendes „Phasing-In“, ein langsames Zurückfahren der „Supercredits“ (gemäss Vorschlägen der Automobil-Importeure) sowie eine getrennte Betrachtung für**

Personenwagen und Lieferwagen/Sattelschlepper. Für die leichten Nutzfahrzeuge sollen die Einführungsmodalitäten erst 2019 (nach Erarbeitung der nötigen Grundlagen) in einer gesonderten CO2-Verordnungsrevision festgelegt werden.

3. Änderung der Energieeffizienz-Verordnung (En-EV)

Da die Regelungen in der EnEV hauptsächlich die Senkung des Energieverbrauchs von serienmässig hergestellten Anlagen, Fahrzeugen und Geräten wie auch die Energieeffizienz im Fokus haben, ist äusserst wichtig, dass diese kompatibel zu den EU-Regelungen ausgestaltet werden, damit hierbei keine Handelshemmnisse einhergehen.

4. Änderung der Energieverordnung (EnV)

Art. 4 Stromkennzeichnung

Die Einführung einer Pflicht, jede an den Endkunden gelieferte kWh mit einem Herkunftsnachweis zu unterlegen, verteuert den Preis und der administrative Aufwand nimmt zu. Dies betrifft insbesondere den Strom von der Strombörse. Den Herkunftsnachweis gilt es zudem grundsätzlich zu hinterfragen, weil damit kein Mehrwert geschaffen wird und der Strom damit unnötig verteuert wird.

Wir beantragen weitergehende Ausnahmeregelungen, so dass unnötige finanzielle Belastungen aufgrund eines erhöhten administrativen Aufwands vermieden werden können. Dabei ist insbesondere börsengehandelter Strom zu berücksichtigen.

Zusätzlich: Analog zu obigem ist in der Verordnung des UVEK über den Herkunftsnachweis und die Stromkennzeichnung (HKSV) im Anhang 1, Ziff. 1.1 folgende Anpassung vorzunehmen: unter der Spaltenüberschrift «obligatorische Hauptkategorien» ist für börsengehandelten Strom die Kategorie «Strom unbekannter Herkunft» oder «börsengehandelter Strom» einzufügen.

Art. 13 Vergütung

Diese Regelung widerspricht einer marktnahen Vergütung des eingespeisten Stroms aus Erneuerbaren, welche sich an den vermiedenen Kosten des Netzbetreibers orientiert. Damit wird eine verdeckte zusätzliche Subventionierung geschaffen, weil die aktuellen Marktpreise bereits unter den Gestehungskosten liegen.

Wir beantragen in Abs. 1, dass bei der Vergütung nur die Bezugskosten eingerechnet werden dürfen und nicht auch noch die Gestehungskosten der eigenen Produktionsanlage.

Art. 15 Eigenverbrauch

Die Definition von ‚Ort der Produktion‘ lässt sehr viel Interpretationsspielraum offen. Dies führt zu Rechtsunsicherheit auf allen Seiten und langwierige Interpretationen sind vorprogrammiert. Eine Klärung, die Rechtssicherheit gibt, ist hier nötig und vermeidet unnötige Kosten.

Wir beantragen eine Klärung der Begrifflichkeiten zur Schaffung von Rechtssicherheit.

Art. 20 Wettbewerbliche Ausschreibungen

Im Absatz 2 sind einerseits technologiespezifische Regelungen enthalten und andererseits die Zielsetzung (rasche Marktreife) für neue Technologien. Beides erachten wir als unnötig und sachfremd.

Wir beantragen eine Streichung vom Absatz 2.

Art. 21 Teilnahmebedingungen

Die jährliche Festlegung der Teilnahmebedingungen führt zu Unsicherheit und steht einer effizienten Abwicklung für teilnehmende Unternehmen im Wege. Auch damit, dass Bereiche oder Anwendungen im Jahrestakt von der Förderung ausgenommen werden können, wird zusätzliche Unsicherheit geschaffen.

Wir beantragen eine Streichung dieser unnötigen Unsicherheiten in Absatz 1.

Art. 23 Auszahlung

Falls die Ausbezahlung des Förderbeitrages vom Erreichen der prognostizierten Stromeinsparungen abhängig gemacht wird, hat dies aufwendige Messungen zur Folge. Auf aufwendige Messungen der Stromeinsparungen für die Auszahlung der Förderbeiträge soll aber verzichtet werden, da damit das Kosten-Nutzen-Verhältnis der Massnahmen massiv verschlechtert wird.

Wir beantragen eine Streichung dieser neuen Vorgabe.

Art. 41 Zielvereinbarung

Zur Erfüllung der Zielvereinbarung soll neu ein linearer Pfad eingehalten werden (Abs.3). Dies ist eine rein bürokratische Hürde für Unternehmen. Einzig relevant und wichtig ist, dass am Ende der Zielperiode die definierten Ziele erfüllt werden.

In Abs. 4 sollen mittels weiterer Detailvorgaben weitere bürokratische Hürden für Unternehmen eingeführt werden. Wie bereits erwähnt soll die Zielerreichung am Ende der Periode im Fokus stehen und diese nicht mittels alltagsfremder Regulierungen erschwert werden. Zudem fehlt weiterhin die wichtige und nützliche Harmonisierung mit den Regelungen in der CO2-Gesetzgebung.

Wir beantragen eine Streichung von Art. 41, Abs. 3 und 4

Art. 45 Bruttowertschöpfung

Diese Regelung diskriminiert weiterhin Einzelstandorte oder Geschäftsbereiche energieintensiver Betriebe, die zu einer grösseren Firmengruppe gehören, gegenüber Einzelfirmen, weil die für die Befreiung massgebende Energieintensität aus dem Anteil berechnet wird, den die Energiekosten an der Bruttowertschöpfung des Gesamtunternehmens (juristische Person) ausmachen. Damit wird eine Auslagerung von energieintensiven Prozessen ins Ausland begünstigt. Für eine diskriminierungsfreie Ausgestaltung sollte es daher bei integrierten Unternehmen oder deren Geschäftseinheiten wie bei Einzelunternehmen möglich sein, die Bruttowertschöpfung auf den Einzelstandort resp. die Geschäftseinheit beziehen zu können, damit keine Abwanderung ins Ausland begünstigt wird.

Wir beantragen, eine Abgrenzung der Bruttowertschöpfung und der Elektrizitätskosten auch für Einzelstandorte.

Art. 46 Elektrizitätskosten, Strommenge und Netzzuschlag

Wenn die Verordnung buchstabengetreu umgesetzt wird, müssen die Kosten mit Rechnungen belegt werden. Bei eigener Bereitstellung eines Teils der Netzinfrastruktur (Arealnetzkosten) oder eines Teils der benötigten Elektrizität können diese aber nicht mit Rechnungen belegt werden. Dies ist diskriminierend für die Betroffenen, weil auch für die eigene Bereitstellung von Netzen/Strom (die mit der KEV-Abgabe belastet sind) Kosten anfallen, auch wenn diese nicht mit Rechnungen belegt werden können. Die besagten Kosten sollten daher ebenfalls angerechnet werden können, wenn sie – auch ohne vorhandene Rechnungen – belegt werden können.

Wir beantragen eine Anrechenbarkeit der genannten Kosten bez. der belegbaren Kosten.

5. Änderung der Energieförderungsverordnung (EnFV)

Art. 21 Abbau der Warteliste

Die beiden vorgeschlagenen Varianten für den Abbau der Warteliste erachten wir nicht als effizient. Um die Effizienz zu erhöhen sollte das Kosten-Nutzen-Verhältnis in Betracht gezogen werden.

Wir beantragen, dass der Abbau der Warteliste aufgrund der Effizienz (Kosten-Nutzen-Verhältnis) erfolgt.

Art. 52 Ansätze

Es ist nicht nachvollziehbar, warum in Abs. 2 und 3 bei der Bestimmung der Investitionsbeiträge für Wasserkraftanlagen nun eine Unterscheidung zwischen Erneuerungen von Anlagen und Erweiterungen von Anlagen oder Neubauten vorgenommen wurde. Erneuerungen sollen nun tiefere Beiträge erhalten.

Wir beantragen eine Streichung der Absätze 2 und 3.

Art. 40 (Einmalvergütung für Photovoltaikanlagen) und Art. 72 (Investitionsbeitrag für Biomasseanlagen)

In diesen beiden Artikeln soll die Anspruchsberechtigung von Photovoltaikanlagen (Art. 40) und von Holzkraftwerken (Art. 72 Abs. 3) über eine Leistungsobergrenze eingeschränkt werden. Das Ausbauziel soll aus unserer Sicht so effizient wie möglich erreicht werden. Diese Einschränkungen führen weder zu einem effizienten Ausbau noch sind sie nachvollziehbar.

Wir beantragen eine Streichung von Art. 40 und Art. 72 Abs. 3.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme und Berücksichtigung unserer Sichtweise.

Freundliche Grüsse



Kurt Lanz
Mitglied der Geschäftsleitung



Beat Ruff
Stv. Leiter Bereich Infrastruktur,
Energie und Umwelt

Brugg, 10. Mai 2017

Eidgenössisches Departement für Umwelt,
Verkehr, Energie und Kommunikation
Bundesamt für Energie
Abteilung Energieeffizienz und erneuerbare
Energien
CH-3003 Bern

Zuständig: Thomas Fabienne
Sekretariat: Sarah Messer
Dokument: 170509_SN_ES2050_SBV.docx

Umsetzung des ersten Massnahmenpakets zur Energiestrategie 2050: Vernehmlassungsverfahren

Sehr geehrte Frau Bundespräsidentin Leuthard
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Ihrem Schreiben vom 1. Februar 2017 laden Sie uns ein, zur oben genannten Vorlage Stellung zu nehmen. Für die uns gegebene Möglichkeit danken wir Ihnen bestens und sind gerne bereit, uns in dieser Angelegenheit vernehmen zu lassen.

Grundsätzliche Erwägungen

Die Schweizer Landwirtschaft kann über die Produktion von Strom aus erneuerbaren Energien einen beachtlichen Beitrag zur Energiewende leisten. Gemäss einer Studie von AgroCleanTech könnte die Landwirtschaft theoretisch bis im Jahr 2030 2'100 GWh/Jahr Strom aus erneuerbaren Energien produzieren, mindestens 1'200 GWh über Photovoltaik, und 420 GWh/Jahr in Biogasanlagen. Um dieses Potenzial auszuschöpfen, sind die Produzenten auf die Förderung im Rahmen eines Fördersystems angewiesen. Die Schweizer Landwirtschaft trägt aktuell vor allem über die Produktion von Strom aus Photovoltaik und Biogasanlagen, sowie Wärme aus Biogasanlagen zur Schweizer Energieversorgung bei. Gleichzeitig verfügt sie über Potenzial im Bereich der Energieeffizienz, welches aufgrund ungünstiger Rahmenbedingungen noch nicht genutzt werden kann. Wir nehmen deshalb in erster Linie Stellung zu den Änderungen, welche die Photovoltaik und Biogasanlagen betreffen, sowie zu Fragen der Energieeffizienz.

Unsere Antworten betreffen der Reihe nach die Änderungen in den folgenden Verordnungen:

- Energieverordnung (Totalrevision)
- Energieförderungsverordnung (neu)
- Stromversorgungsverordnung (Teilrevision)
- CO₂-Verordnung (Teilrevision)
- Verordnung über den Herkunftsnachweis und die Stromkennzeichnung
- Zusammengefasst die übrigen Verordnungen

Innerhalb der Verordnungen sind die Bemerkungen nach den Nummern der Artikel aufgelistet und entsprechen damit nicht einer Priorisierung, die von der Reihenfolge abhängig ist.



Energieverordnung

Die wichtigsten Punkte im Zusammenhang mit den Anpassungen der Energieverordnung sind für uns die folgenden:

- **Kulturlandschutz und Entschädigungen**

Mit der Aufwertung von Anlagen erneuerbarer Energien als Projekte von nationalem Interesse wird gewährleistet, dass der Bau einer solchen Anlage anlässlich einer Güterabwägung höher gewichtet wird. Dies hat zur Folge, dass der Druck auf fruchtbares Kulturland steigen wird. Wir fordern, dass in dieser Sache der Schutz des Kulturlandes, insbesondere der Fruchtfolgeflächen nach wie vor als erste Priorität beurteilt wird.

Falls es zu Enteignungen oder Umnutzungen von landwirtschaftlichem Land kommt, das im Besitz von Privaten ist, so müssen die Entschädigungen entsprechend dem Marktwert erstattet werden.

- **Regelungen zum Eigenverbrauch**

Nachdem die Rentabilität der PV-Anlagen aufgrund der neuen Entrichtung von Vergütungen (Einmalvergütung anstatt KEV/EVS), ist es für dezentrale Stromproduzenten zentral, dass der Eigenverbrauch tatsächlich möglich ist. Bestimmungen betreffend Zusammenschluss für den Eigenverbrauch, die Definition des Ortes der Produktion, die Anschlussbedingungen und –kosten, sowie zur Netznutzung müssen so formuliert und ausgelegt werden, dass dezentrale Produktion von Energie durch kleinere Produzenten/Landwirte rentabel zu betreiben ist.

- **Förderung der Beratung Energieeffizienz in der Landwirtschaft**

Im Bereich der Energieberatung in der Landwirtschaft ist noch viel zu tun, bzw. besteht noch viel Potenzial für Effizienzgewinne. Gleichzeitig muss das Wissen der beratenden Personen für diese Energieberatung breiter sein als für die gängige Beratung. Wir fordern deshalb explizit, auch die Förderung von Energie-Beratungsdienstleistungen für die Landwirtschaft.

Nachfolgend finden Sie unsere Vorschläge für Anpassungen im Detail:

Vereinfachte Verfahren für die Bewilligung aller Technologien

Wir begrüßen die Bestrebungen zur Vereinfachung der Gesuchsverfahren, so dass der Bau von Anlagen zur Produktion erneuerbarer Energie besser vorangeht. Insbesondere um Bewilligungsverfahren für Biogasanlagen schneller voran bringen zu können, fordern wir, dass das BFE eine koordinierende Rolle einnehmen soll, dort wo dies nötig, sinnvoll und vereinfachend ist.

Raumplanung und Zusammenhang mit Ausbau erneuerbarer Energien

Die Umsetzung der Energiestrategie 2050 sieht vor, dass der Ausbau von Installationen erneuerbarer Energien zukünftig von nationalem Interesse ist. In diesem Zusammenhang möchten wir anmerken, dass den Landwirtinnen und Landwirten die Möglichkeit gegeben sein muss, ihre Produktion weiterhin in derselben Qualität weiter zu führen.

Wir fordern, dass bei möglichen Enteignungen das entsprechende Land auf Basis des Marktwertes entschädigt werden muss. Im Rahmen der Abwägungen über die Abgeltung müssen die gesamtbetrieblichen Nachteile des Eingriffs berücksichtigt werden. Ausserdem dürfen Kompensationsmassnahmen im Zusammenhang mit dem Bau von Anlagen erneuerbarer Energien keinesfalls auf Kulturland umgesetzt werden.

Sollten Infrastrukturanlagen für die Erschliessung des Anlagen-Standortes gebaut werden, so muss dies in Koordination mit den Bedürfnissen des landwirtschaftlichen Bewirtschafters und nicht auf seine Kosten gemacht werden. Kompensationsmassnahmen, die z.B. im Zusammenhang mit dem Bau von Zufahrtsstrassen umgesetzt werden müssen, dürfen auf keinen Fall Fruchtfolgeflächen tangieren.

Zur Sicherstellung des Kulturlandschutzes und einer angemessenen Entschädigung schlagen wir folgende Ergänzung im Kap. 3, 1. Abschnitt vor:

Art 10b) Angemessene Entschädigungen und Schutz des Kulturlandes (neuer Artikel)

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
	<p>Art 10b). (EnV) Angemessene Entschädigungen und Schutz des Kulturlandes:</p> <p>¹ bei Enteignungen aufgrund des Baus erneuerbarer Energien wird der Eigentümer für den Verlust des entsprechenden Landes auf Basis des Marktwertes entschädigt.</p> <p>² Kompensationsmassnahmen im Zusammenhang mit dem Bau von Anlagen erneuerbarer Energien dürfen keinesfalls auf Kulturland umgesetzt werden.</p>

Wichtig ist zudem, dass die Bauernfamilien jederzeit und auch in Zukunft die Möglichkeit haben, ihren Betrieb unter Einbezug neuer Technologien (auch Drohnen) betriebswirtschaftlich effizient zu bewirtschaften.

Einspeisung netzgebundener Energie und Eigenverbrauch

Die Regelungen, welche den Eigenverbrauch von selber produziertem Strom ermöglichen, sind durchaus positiv zu bewerten. Weiter sind auch die neuen Möglichkeiten begrüssenswert, dass sich mehrere Endverbraucher für die Nutzung von vor Ort produziertem Strom zusammenschliessen. Vor allem in Kombination mit intelligenten Mess – und Regelsystemen ist ein bedeutender Effizienzgewinn zu erwarten.

Bei der Prüfung der Umsetzungspläne (in Energieverordnung und Stromversorgungsverordnung) ist allerdings aufgefallen, dass in der Organisation und Regelung des Eigenverbrauchs ein grosses Konfliktpotenzial zu finden ist. Wir bitten Sie deshalb, dass grösstes Augenmerk auf sehr klare Regelungen gelegt wird.

Bereitstellung von Anschlüssen

Weiter ist es für uns nicht nachvollziehbar, weshalb bei der Offertenstellung von Anschlüssen noch immer eine Monopolsituation der Netzbetreiber der Normalfall sein soll. Wir fordern, dass auch private Anbieter Netzanschlüsse anbieten und machen können. Nur so können sie Preise in einen Bereich kommen, die für kleinere Produzenten, die auch vom Eigenverbrauch gebrauch machen wollen, finanzieren können.

In Bezug auf die Aufteilung der Kosten für die Anschlüsse schlagen wir zudem folgende Änderung vor:

Art. 11 Anschlussbedingungen

Abs. 1

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Die Produzentinnen und Produzenten von Energie nach Art. 15 EnG und die Netzbetreiber legen die Anschlussbedingungen vertraglich fest. Sie regeln insbesondere: a. die Anschlusskosten; b. die maximale Einspeisung; c. ...	Die Produzentinnen und Produzenten von Energie nach Art. 15 EnG und die Netzbetreiber legen die Anschlussbedingungen vertraglich fest. Sie regeln insbesondere: a. Die Anschlusskosten; a.^{bis} die Anschlusskosten werden zwischen Netzbetreiber und Produzent aufgeteilt, wobei der Produzent max. 50% der Kosten zu tragen hat; b. Die maximale Einspeisung; c. ...

Abs. 3

Der Netzanschlusspunkt gibt erfahrungsgemäss immer wieder zu Diskussionen Anlass. Dieser sollte in der Verordnung definiert werden. Dabei könnte auf die von der ElcCom in der Weisung 2/2015 abgestellt werden.

Vergütung

Art. 13 Vergütung

Abs. 1

Der SBV begrüsst ausdrücklich, dass die Bestimmung bezüglich der Vergütung der Elektrizität aus Anlagen erneuerbarer Energie in Art 13, Abs1 folgendermassen lautet:

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
¹ Bei der Vergütung für Elektrizität aus erneuerbaren Energien richten sich die Kosten, die der Netzbetreiber für die Beschaffung gleichwertiger Elektrizität vermeidet, nach den Kosten des Bezugs bei Dritten und den Gestehungskosten der eigenen Produktionsanlagen.	Wir unterstützen die Beibehaltung dieses Textes

Anstatt sich bei der Festlegung der Vergütungshöhe an den Terminmärkten zu orientieren, orientiert man sich – wie vom Parlament gewünscht – an den Preisen, die Netzbetreiber bei den Endkunden erwirtschaften können. Diese Lösung erachten wir als korrekt.

Was die Bedingungen für den Zusammenschluss zum Eigenverbrauch betrifft, schlagen wir nachfolgend konkret die folgenden Änderungen vor:

Art 15. Ort der Produktion

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Als Ort der Produktion gilt das Grundstück, auf dem die Produktionsanlage liegt. Umliegende Grundstücke gelten ebenfalls als Ort der Produktion, sofern das Verteilnetz des Netzbetreibers zwischen der Produktionsanlage und dem Verbrauch nicht in Anspruch genommen wird.	Als Ort der Produktion gilt das Grundstück, auf dem die Produktionsanlage liegt. Umliegende Grundstücke gelten ebenfalls als Ort der Produktion. Das Verteilnetz des Netzbetreibers kann durch die Eigenverbrauchsgesellschaft nur in Anspruch genommen werden, sofern dadurch der Ausbau eines Parallelnetzes verhindert werden kann. Die Netznutzung ist kostenorientiert zu vereinbaren.

Art. 16 Voraussetzung für den Zusammenschluss zum Eigenverbrauch

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Der Zusammenschluss zum Eigenverbrauch ist zulässig, sofern die Produktionsleistung der Anlage bei mindestens 10 Prozent der maximalen Netzanschlusskapazität liegt	Text streichen

Es ist davon auszugehen, dass die Mitwirkung in einem Zusammenschluss zum Eigenverbrauch freiwillig ist. Unter dieser Annahme ist die Vorgabe von Preisobergrenzen ein unzulässiger Eingriff in den Markt und mit der verfassungsmässig garantierten Wirtschaftsfreiheit nicht zu vereinbaren. Daher regen wir folgende Änderung an:

Art. 18 Einsatz von Stromspeichern im Eigenverbrauch

Die Speichertechnologie wird für die Versorgungssicherheit mit Strom an Wichtigkeit zunehmen, insbesondere wenn sie zunehmend über die Generation von Strom aus neuen erneuerbaren Energien gewährleistet sein soll, deren Strom unregelmässig anfällt. Es ist demnach strategisch wichtig, dass Stromspeicher keine unnötigen zusätzlichen Anforderungen erfüllen müssen, die ihren einfachen Einsatz behindert. Zudem dürfen an Speicher grundsätzlich keine strengeren technischen Anschlussanforderungen als an Endverbraucher und Produktionsanlagen gestellt werden. Wir schlagen daher folgende Änderungen dieser Bestimmungen vor:

Abs. 1

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Wer einen Stromspeicher einsetzt, ist verpflichtet, auf eigene Kosten Massnahmen zu ergreifen, um störende technische Einwirkungen auf den Netzanschlusspunkt zu vermeiden. Für die übrigen Kosten gilt Artikel 11 Absatz 3 sinngemäss.	Text streichen

Abs. 2

Können diese Stromspeicher Elektrizität sowohl aus dem Verteilnetz beziehen als auch an dieses abgeben, so sind sie mit einem intelligenten Messgerät...	Text streichen
--	-----------------------

Netzzuschlag, Erhebung und Verwendung

Zu den zentralen Zielen der ES 2050 gehören die erhöhte Versorgungssicherheit mit inländisch produziertem Strom und der Weggang von fossilen Energien hin zu erneuerbaren Energien. Es ist angebracht, die zur Verfügung stehenden Mittel entsprechend dieser Ziele zu verteilen. Dies bedeutet, dass speziell diejenigen Anlagen begünstigt werden sollen, die über ihre Flexibilität einen Mehrwert leisten zu einer sicheren Stromversorgung, oder aber positive Nebeneffekte für Klima und Menschen mit sich bringen.

Landwirtschaftsbonus

Wir gehen davon aus, dass der Landwirtschaftsbonus weiterhin bestehen bleibt und allenfalls auch erhöht wird, so dass mehr landwirtschaftliche Biogasanlagen rentabler werden und damit das vorhandene Potenzial ausgeschöpft werden kann. Gleichzeitig ist es bedauerlich, dass der Wille, autonome Biogasanlagen, die auf Basis von 100% Hofdünger funktionieren, nicht verstärkt zu fördern. Über die Einführung eines Hofdüngerbonus für diese Installationen wäre es möglich gewesen, das vorhandene Potenzial von Biogas für Strom und Wärme zu nutzen und Co-Substrat unabhängige Biogasanlagen zu fördern.

Förderung

Wir begrüßen die Möglichkeiten, die bestehen Massnahmen gezielt zu fördern, die einer verbesserten Energieeffizienz zuträglich sind. Gute Pilotprojekte und Demonstrationsanlagen, die Aus – und Weiterbildung, sowie Information und Beratung sind wichtig für eine gute Verankerung des Energieeffizienz-Gedankens in der Bevölkerung. Momentan sind verschiedene Initiativen bereits in der Umsetzung, oder in der Pipeline, die Energieeffizienz und Klimaschutz in der Landwirtschaft verbessern sollen (Verbreitung, Verankerung und Weitere Entwicklung des Energie – und Klimachecks von AgroCleanTech, Aufbau einer Energieberatung in der Landwirtschaft in der Romandie, etc.). Über eine Förderung werden diese Initiativen bald weiter verbreitet und umgesetzt sein oder in Gang kommen können. Weiter ist es wichtig, dass die Landwirte für die Organisation von Zusammenschlüssen für einen Eigenverbrauch Beratungen bekommen können.

Energieförderungsverordnung

Die wichtigsten Punkte im Zusammenhang mit den Anpassungen der Energieförderungsverordnung sind für uns die folgenden:

- **Vergütung kleine/grosse PV-Anlagen: EIV statt KEV/EVS**

Die Änderung, dass nur noch grosse Anlagen ab einer Leistung von 100kWp in das Vergütungssystem mit Direktvermarktung (EVS) aufgenommen werden können, bringt viele landwirtschaftliche PV-Initianten in Probleme, weil sie ihre Anlagen nicht mehr rentabel betreiben können. Aufgrund verschiedener Voraussetzungen haben diese ihre Anlagen auf knapp unter 100 kWp geplant und gebaut in der Annahme, dass sie in die KEV aufgenommen werden. Wir fordern, dass Anlagen ab einer Leistung von 80 kWp bereits als „gross“ definiert werden und damit ins EVS aufgenommen werden können (Art. 8 und 14).

- **Abbau der Warteliste (Art 21)**

Der Vorstand des SBV spricht sich für einen Abbau der Warteliste gemäss Variante b aus.

- **Datenschutz (Art. 6) und Art. 8 der StromVV**

In der EnFV und in der StromVV ist neu an verschiedenen Orten festgeschrieben, dass Anlagebetreiber ihre Daten den Netzbetreiber zur Verfügung stellen müssen. In einigen Fällen sind diese Forderungen unangemessen und führen zu erhöhtem Aufwand und Bereitstellung von Daten, die nicht unbedingt nötig sind. Hier müssen Einschränkungen zu Gunsten des Datenschutzes gemacht werden.

Nachfolgend unsere Anliegen und konkreten Vorschläge im Detail:

Einspeisevergütungssystem (EVS)

Wir begrüssen, dass das System der kostendeckenden Einspeisevergütung neu in ein Einspeisevergütungssystem mit Direktvermarktung weiterentwickelt wird. Die Anlagen können so in den Markt eingeführt werden. Ausserdem sind wir zugunsten einer Begrenzung der Kosten damit einverstanden, dass die Förderung über das Einspeisevergütungssystem befristet ist

Gleichzeitig bedauern wir, dass die vorhandenen Mittel nicht ausreichen, um die Vergütung auf demselben Niveau zu halten und dass fortan gesamthaft über die Jahre gerechnet nur noch 80% des bisherigen Betrages ausbezahlt wird.

Weiter haben wir Bedenken bezüglich der Lösung, dass Anlagen ab einem bestimmten Zeitpunkt (2013) in ein neues System (Einspeiseprämie und Direktvermarktung) aufgenommen werden, während die alten Anlagen nach dem herkömmlichen System (der KEV) bewirtschaftet werden. Wir nehmen an, dass der administrative Aufwand für die Aufrechterhaltung dieser zwei Systeme beim Bund

enorm gross ist. Wir möchten daher anregen, dass bei der Umsetzung darauf geachtet wird, dies so zu tun, dass der administrative Aufwand in Grenzen gehalten werden kann.

Versteuerung der Einmalvergütung

Aufgrund der Tatsache, dass die Einmalvergütung in einem Mal ausbezahlt wird, kann diese Zahlung einen wichtigen Einfluss nehmen auf die Steuerlast der Unterstützten und damit auch die Einmalvergütung selber schmälern. Wir fordern deshalb, dass die Einmalvergütung entweder steuerbefreit wird, oder dass die Versteuerung des Betrages auf mehrere Jahre verteilt werden kann

Datenschutz

Das Recht der Vollzugsstelle und des BFE, jederzeit Einsicht in die Betriebsdaten eines Anlagenbetreibers erhalten zu dürfen, steht im Gegensatz zu einem strengen Datenschutz. Für die Wahrnehmung der Kontrolltätigkeit sind zum Beispiel betriebswirtschaftliche Zahlen nicht erforderlich. Mit der vorliegenden Regelung unterliegen aber sämtliche Daten der Herausgabepflicht. Das geht eindeutig zu weit und ist für die Ausübung der Kontrollfunktion nicht erforderlich. Der Verordnungstext im Artikel, wo dieses Recht festgeschrieben ist, sollte gestrichen werden. Folgender Ersatz kann stattdessen in der Verordnung stehen:

Art. 6 Betriebsdaten

Abs. 1

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Der Betreiber einer Anlage, für die er eine Einspeisevergütung nach geltendem Recht oder einem früheren Recht oder eine Mehrkostenfinanzierung nach einem früheren Recht erhält, hat, auf Verlangen, dem BFE und der Vollzugsstelle Einsicht in die Betriebsdaten der Anlage zu gewähren.	<i>In Ausnahmefällen, wo dies unbedingt nötig ist, hat der Betreiber einer Anlage, für die er eine Einspeisevergütung nach geltendem Recht oder einem früheren Recht oder eine Mehrkostenfinanzierung nach einem früheren Recht erhält, auf Verlangen, dem BFE und der Vollzugsstelle Einsicht in diejenigen Daten der Anlage zu gewähren, die für die Ausübung der Kontroll- und Aufsichtsfunktion nach diesem Gesetz erforderlich sind.</i>

Allgemeine Bestimmungen

Die Änderung, dass nur noch grosse Anlagen ab einer Leistung von 100kWp in das Vergütungssystem mit Direktvermarktung (EVS) aufgenommen werden können, bringt viele landwirtschaftliche PV-Initianten in Probleme, weil sie ihre Anlagen nicht mehr rentabel betreiben können. Aufgrund verschiedener Voraussetzungen haben diese ihre Anlagen auf knapp unter 100 kWp geplant und gebaut in der Annahme, dass sie in die KEV aufgenommen werden. Wir fordern, dass Anlagen ab einer Leistung von 80 kWp bereits als „gross“ definiert werden und damit ins EVS aufgenommen werden können, d.h.

Art.8 Grosse und kleine Photovoltaikanlagen

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
<p>¹ Als grosse Photovoltaikanlagen gelten Anlagen mit einer Leistung ab 100 kW.</p> <p>² Als kleine Photovoltaikanlagen gelten:</p> <p>a. Anlagen mit einer Leistung von weniger als 100 kW;</p> <p>b. Anlagen, die um weniger als 100 kW Leistung erweitert oder erneuert werden, auch wenn deren Gesamtleistung nach der Erweiterung oder Erneuerung 100 kW oder mehr beträgt.</p> <p>³ ...</p>	<p>¹ Als grosse Photovoltaikanlagen gelten Anlagen mit einer Leistung ab 80 kW</p> <p>Als kleine Photovoltaikanlagen gelten:</p> <p>a. Anlagen mit einer Leistung von weniger als 80 kW;</p> <p>b. Anlagen, die um weniger als 80 kW Leistung erweitert oder erneuert werden, auch wenn deren Gesamtleistung nach der Erweiterung oder Erneuerung 80 kW oder mehr beträgt.</p>

Mit diesen neuen Formulierungen von Art. 8 Abs. 1 & 2 kann diejenige Formulierung von **Art. 14 Teilnahme von Photovoltaikanlagen** „Am Einspeisevergütungssystem können nur grosse Photovoltaikanlagen teilnehmen.“ beibehalten werden. Ansonsten könnte diese Formulierung entsprechend angepasst werden, so dass auch „kleine“ Anlagen ab 80kWp Leistung am EVS teilnehmen können. Wichtig ist aus unserer Sicht, dass Anlagebetreiber von Anlagen mit einer Leistung ab 80 kWp wählen können zwischen einer Teilnahme am Einspeisevergütungssystem und einer Einmalvergütung.

Direktvermarktung

Wie unter Kapitel Einspeisevergütung bemerkt, begrüssen wir, dass die erneuerbaren Energien ergänzend zu einer kostendeckenden Einspeiseprämie über eine Direktvermarktung langsam in den Markt eingeführt werden. Ausserdem besteht aus einer optimistischen Perspektive die Möglichkeit für Anlagenbetreiber, den Strom für einen höheren Preis als im System des Referenz-Marktpreises zu verkaufen und damit höhere Einnahmen zu generieren.

Wir sehen allerdings ein Problem in der Regelung, dass eine Rückkehr zum Referenz-Marktsystem ausgeschlossen werden soll für Produzenten, die einmal in die Direktvermarktung gewechselt haben, zumal nicht alle Anlagenbetreiber wechseln müssen. Wird eine Rückkehr untersagt, so werden sehr wenige der Anlagebetreiber, die wählen können, auch den Schritt ins Direktvermarktungssystem wagen. Verschiedene Regelungen sind konsequenterweise auch auf die Vermarkter auszudehnen (Art. 30 und 31). Wir schlagen folgende Änderung vor:

Art 15 Direktvermarktung

Abs. 3

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Sämtliche Betreiber können jederzeit unter Einhaltung einer Meldefrist von drei Monaten auf ein Quartalsende hin in die Direktvermarktung wechseln. Die Rückkehr zur Einspeisung zum Referenz-Marktpreis ist ausgeschlossen.	Sämtliche Betreiber können jederzeit unter Einhaltung einer Meldefrist von drei Monaten auf ein Quartalsende hin in die Direktvermarktung wechseln. Die Rückkehr zur Einspeisung zum Referenz-Marktpreis ist ausgeschlossen.

Abbaureihenfolge der Warteliste (Art. 21)

Im Bezug auf die Art des Abbaus der Warteliste gibt es unter den Mitgliedorganisationen des Bauernverbandes unterschiedliche Meinungen. Vor allem in der Westschweiz gibt es vermehrt Anlagen, die bereits gebaut und in Betrieb sind, weil es zum Zeitpunkt der Projektierung private oder öffentliche Anreizprogramme in der Art einer Brückenlösung (Pont RPC) gegeben hat. Aufgrund dieser Anreize und weil zudem die Kommunikation des Bundes bezüglich Aufnahme in die KEV bis im Jahr 2013 zu optimistisch und damit auch irreführend war, haben viele Projektanten sich für die sofortige Umsetzung entschieden.

Dem gegenüber steht das Argument, dass die Bedingungen für eine Aufnahme in die KEV von Anfang an klar waren: Bauen sollen Projektanten erst, nachdem sie einen positiven KEV-Bescheid von der Swissgrid bekommen haben. Es gibt entsprechend viele Projektanten von Anlagen, die sich an diese Vorgabe gehalten haben und mit dem Bau ihrer Anlage gewartet haben.

Unter Berücksichtigung und Gewichtung aller Argumente hat sich der Vorstand des Schweizer Bauernverbandes für den Abbau der Warteliste gemäss Variante b) entschieden.

Realisierung von möglichst vielen PV-Projekten auf der Warteliste

Unabhängig von der Art des Abbaus der Warteliste werden mit der Anhebung der Fördergrenze von PV-Anlagen von 30kW auf 80kW, bzw. 100kW sehr viele Anlagen nicht mehr in das EVS aufgenommen werden. Möglichst viele dieser Projekte, die aus dem EVS fallen und die Möglichkeit haben, ihr Projekt noch über die Einmalvergütung zu finanzieren und umzusetzen, sollen dies dann auch tatsächlich tun können. Wir fordern deshalb, dass ein Betrag von mindestens 0.3 Rp./kWh aus dem Netzzuschlag für die Einmalvergütung zur Verfügung steht.

Gesuchsverfahren

In Projekten kommt es immer wieder zu Verzögerungen aus Gründen, die sich der Projektinhaber nicht zuschreiben hat. Mit den vorgeschlagenen Regelungen muss er dafür trotzdem die Konsequenzen tragen. Hier schlagen wir eine fairere Lösung vor:

Art 24 Projektfortschritte, Inbetriebnahme und Meldepflichten
 Abs. 5

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Sie muss die vollständige Inbetriebnahmemeldung spätestens einen Monat nach der Inbetriebnahme einreichen. Hält sie diese Frist nicht ein, so hat sie bis zum Nachreichen der Meldung nur Anspruch auf Vergütung des Referenz-Marktpreises.	Sie muss die vollständige Inbetriebnahmemeldung spätestens einen Monat nach der Inbetriebnahme einreichen. Hält sie diese Frist nicht ein, so hat sie bis zum Nachreichen der Meldung nur Anspruch auf Vergütung des Referenz-Marktpreises. Falls eine verspätete Einreichung verursacht aus Gründen, die der Anlagenbetreiber nicht beeinflussen kann, wird die Einspeisevergütung nachträglich durch die Vollzugsstelle nachbezahlt.

Die Regelung von Art. 26 Abs. 2 ist zu absolut. Hier schlagen wir folgendes vor:

Art 26
 Abs. 2

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Eine erneute Teilnahme am Einspeisevergütungssystem ist ausgeschlossen.	Eine erneute Teilnahme am Einspeisevergütungssystem ist möglich ausgeschlossen. Hierfür muss eine Neuanmeldung erfolgen.

Art. 27 Abs. 5 sieht eine massive Verschlechterung zu heute vor. Wir schlagen daher vor, die heutige Regelung beizubehalten:

Art 27
 Abs. 5

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Die Vergütung wird bis und mit dem vollen Monat ausbezahlt, in dem die Vergütungsdauer ausläuft.	Die Vergütung wird bis und mit dem vollen Kalenderjahr ausbezahlt , in dem die Vergütungsdauer ausläuft.

Bilanzgruppe und Netzbetreiber

Im Hinblick auf die Ausgestaltung der Regelungen der Direktvermarktung ist zu beachten, dass ein Risiko von Machtungleichheit und möglichen Abhängigkeiten zwischen grossen Netzbetreibern und kleinen Produzenten besteht. Bei den Vorgaben zu den privatrechtlich zu regelnden Verhältnissen zwischen Produzent und Direktvermarkter ist besonderes Augenmerk darauf zu richten, dass es zu Machtgefällen kommen kann, die sich eine Seite zum Vorteil machen kann.

Art. 31 Bilanzgruppe und Netzbetreiber

Abs. 1

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Trifft ein Betreiber, der zum Referenz-Marktpreis einspeist und dessen Anlage über eine Lastgangmessung oder ein intelligentes Messsystem verfügt, über die Abnahme seiner Produktion keine Vereinbarung mit einer Bilanzgruppe, so wird die Anlage der Bilanzgruppe des Netzbetreibers am Standort der Anlage zugeordnet.	Trifft ein Betreiber, der zum Referenz-Marktpreis einspeist und dessen Anlage über eine Lastgangmessung oder ein intelligentes Messsystem verfügt, über die Abnahme seiner Produktion keine Vereinbarung mit einem Direktvermarkter , so wird die Anlage der Bilanzgruppe des Netzbetreibers am Standort der Anlage zugeordnet.

Gesuchsverfahren für kleine Photovoltaik-Anlagen

Art. 45 Gesuch

Abs. 1

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Das Gesuch um Einmalvergütung für kleine Photovoltaikanlagen ist nach Inbetriebnahme der Anlage bei der Vollzugsstelle einzureichen.	Das Gesuch um Einmalvergütung für kleine Photovoltaikanlagen ist der Vollzugsstelle einzureichen, wenn eine rechtskräftige Baubewilligung vorliegt oder, sofern für ein Projekt keine Baubewilligung erforderlich ist, die Baureife des Projekts nachgewiesen ist.

Übergangsfristen

Weiter ist allen Produzenten, unabhängig von der Anlagengrösse eine angemessene Übergangsfrist zu gewährleisten. Insbesondere Anlagenbetreiber, die für die Direktvermarktung noch eine Bilanzgruppe, oder einen Direktvermarkter suchen müssen, brauchen etwas mehr Zeit als die paar Monate zwischen Herbst 2017 und dem 1.1.2018 um dies zu tun. Eine Harmonisierung der Fristen macht aus unserer Sicht mehr Sinn, wir schlagen daher folgende Änderung vor:

Art. 109 Übergangsbestimmungen zur Direktvermarktung
 Abs. 1 und 2

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
<p>Abs. 1</p> <p>Von der Pflicht zur Direktvermarktung ausgenommen sind Betreiber von Neuanlagen mit einer Leistung:</p> <p>a. von weniger als 500 kW in den ersten zwei Jahren nach Inkrafttreten dieser Verordnung;</p> <p>b. ab 500 kW im ersten Jahr nach Inkrafttreten dieser Verordnung.</p>	<p>Von der Pflicht zur Direktvermarktung ausgenommen sind Betreiber von Neuanlagen mit einer Leistung:</p> <p>a. von weniger als 500 kW ab Inbetriebnahme nach Inkrafttreten dieser Verordnung;</p> <p>b. ab 500 kW im ersten Jahr bis Ende Juni 2018 nach Inkrafttreten dieser Verordnung.</p>
<p>Abs. 2</p> <p>Von der Pflicht zur Direktvermarktung ausgenommen sind zudem Betreiber von Anlagen nach Artikel 15 Absatz 2 im ersten Jahr ab Inkrafttreten dieser Verordnung.</p>	<p>Abs. 2</p> <p>Von der Pflicht zur Direktvermarktung ausgenommen sind zudem Betreiber von Anlagen nach Artikel 15 Absatz 2 im ersten Jahr bis Ende Juni 2018 ab Inkrafttreten dieser Verordnung. (Art. 72 Abs. 5 EnG).</p>
<p>Abs. 3 (neu)</p>	<p>Abs. 3 (neu)</p> <p><i>Für Neuanlagen sowie Bestandesanlagen, welche gemäss Art. 15 in die Direktvermarktung müssen, gilt eine grundsätzliche Übergangsfrist bis Ende Juni 2018. Dieselbe grundsätzliche Übergangsfrist gilt für Neuanlagen, die von der Direktvermarktung ausgenommen sind und für Bestandesanlagen, die nach dem Referenz-Marktpreissystem einspeisen.</i></p>

Stromversorgungsverordnung

- **Eigenverbrauchs tatsächlich ermöglichen (Art. 3a)**

Viele Betreiber von PV-Anlagen, die aus der KEV/dem EVS herausfallen sind darauf angewiesen, dass sie den Strom ihrer Anlagen selber nutzen können, bzw. an weitere Abnehmer in ihrem Umkreis direkt vermarkten können, ansonsten werden ihre Anlagen unrentabel. Über eine Anpassung von mehreren Unterartikeln möchten wir erreichen, dass die Landwirte tatsächlich Gebrauch machen können von einer funktionierenden Eigenverbrauchsregelung.

- **Installation von intelligenten Mess – und Regelsystemen**

Wir begrüßen die Installation von intelligenten Mess – und Regelsystemen, die eine effizientes Management des Stromnetzes ermöglichen. Der damit verbundene Aufwand (zeitl. Und finanziell) muss aber für dezentrale Produzenten so in Grenzen gehalten werden, dass die Produktion und Einspeisung von Strom aus erneuerbaren Energien dezentral noch immer praktikabel ist. (Kostenaufteilung)

Nachfolgend unsere Anliegen und Vorschläge im Detail

Eigenverbrauch und Installation intelligenter Mess- und Regelsysteme

Wir begrüßen die besseren Möglichkeiten des Eigenverbrauchs, die mit den Neuerungen in der Stromversorgungsverordnung einhergehen. Die obligatorische Einführung von intelligenten Messsystemen, sowie von intelligenten Steuer – und Regelsystemen, die auch Speicher abdecken ermöglicht Endverbrauchern, die gleichzeitig Stromproduzenten sind, ihren Verbrauch und Bezug flexibler zu gestalten. Mitunter kann so auch der Bezug aus dem Netz reduziert werden, womit auch die Kosten für den Stromkonsum limitiert werden können.

Aus dem Bericht zu den Änderungen der Stromversorgungsverordnung geht hervor, dass sich der volkswirtschaftliche Nutzen aufgrund des Einsatzes von intelligenten Regelsystemen und der damit verbundenen Effizienzsteigerung sich erfreulicherweise auf 500 bis 900 Mio. CHF beläuft (S.5). Nun stellt sich uns die Frage, wer denn die Investitionen für die entsprechenden Systeme in welchem Masse trägt. Aus unserer Sicht muss das Finanzierungssystem für die Bereitstellung der intelligenten Mess – und Regelsysteme unbedingt so ausgestaltet werden, dass auch kleine Produzenten sich diese ohne Probleme leisten können. Ansonsten würde ein grosser Teil der Effizienzsteigerung wieder hinfällig. Ganz allgemein ist bei dieser Neuerung auch darauf zu achten, dass der damit verbundene administrative Aufwand möglichst gering gehalten wird.

Allerdings sind in Art. 3a Abs. 1 und 2 Mechanismen eingebaut, die die Eigenverbrauchslösungen verhindern anstatt sie zu fördern. Konkret geht es um die (anteilmässige) Abgeltung der verbleibenden Kapitalkosten von Verteilnetzen.

Wir schlagen hier folgende Änderungen vor:

Art. 3a Netzanschluss bei Zusammenschlüssen zum Eigenverbrauch

Abs. 1

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Ein Netzbetreiber kann einem Zusammenschluss zum Eigenverbrauch nach Artikel 17 oder 18 des Energiegesetzes vom 30. September 2016 ² (EnG) den Anschluss ans Netz verweigern, wenn aufgrund des Anschlusses unverhältnismässige Massnahmen für den sicheren Netzbetrieb ergriffen werden müssten oder wenn der Endverbraucher keine Gewähr für einen funktionierenden internen Betrieb geben kann.	<i>Streichen</i>

Abs. 2

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Werden im Zusammenhang mit dem Zusammenschluss zum Eigenverbrauch bestehende Anschlusanlagen nicht mehr genutzt, so werden deren verbleibende Kapitalkosten vom Zusammenschluss abgegolten. Werden bestehende Anschlusanlagen nur noch teilweise genutzt, so gilt eine anteilmässige Abgeltungspflicht.	<i>Streichen</i>

Die Messdaten gehören grundsätzlich dem Anlagebetreiber

Art. 8, Abs.3

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
<p>Die Netzbetreiber stellen den Beteiligten fristgerecht, einheitlich und diskriminierungsfrei die Messdaten und Informationen zur Verfügung, die notwendig sind für:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. den Netzbetrieb; b. das Bilanzmanagement; c. die Energielieferung; d. die Anlastung der Kosten; e. die Berechnung der Netznutzungsentgelte; und f. die Abrechnungsprozesse im Zusammenhang mit dem Energiegesetz vom 30. September 20164 (EnG) und der Energieverordnung vom 1. Januar 20185 (EnV). <p>3^{bis} Sie dürfen die Leistungen nach Absatz 3 den BezügerInnen nicht zusätzlich zum Netznutzungsentgelt in Rechnung stellen. Werden Leistungen nach Absatz 3 von Dritten erbracht, so müssen sie diese angemessen entschädigen.</p>	<p>b. das Bilanzmanagement; Das Bilanzmanagement (als Basis für zeitliche Verbrauchersteuerung durch Endverbraucher und/oder Netzbetreiber)</p> <p>g. die Vermarkter</p>

Art. 8a Intelligente Masssysteme

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
<p>Abs. 3</p> <p>Die Elemente eines intelligenten Messsystems funktionieren so zusammen, dass:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. zwecks Interoperabilität verschiedene Typen von Elektrizitätszählern identifiziert und verwaltet werden; b. die Software der Elektrizitätszähler nach Absatz 2 Buchstabe a aus der Ferne aktualisiert wird; c. Netzzustandsdaten dem Netzbetreiber in der erforderlichen Zeit bereitgestellt werden; d. andere digitale Messmittel sowie intelligente Steuer- und Regelsysteme eingebunden werden können; und e. Manipulationen und andere Fremdeinwirkungen am Elektrizitätszähler erkannt, protokolliert und gemeldet werden. 	<p>Abs. 3</p> <p>e. Netzzustandsdaten dem Netzbetreiber in der erforderlichen Zeit bereitgestellt werden;</p> <p>(Ziffer c streichen)</p>

Es ist aus unserer Sicht essentiell, dass der Endverbraucher aufgrund der hohen Sensibilität der Daten in jedem Fall seine ausdrückliche Zustimmung für die Installation intelligenter Mess – und Regelsysteme geben muss. Ausserdem sollen keinesfalls Daten zur Verfügung gestellt werden müssen, die der Netzbetreiber nicht unabdingbar braucht.

CO₂-Verordnung

Emissionsziele für Personenwagen, Lieferwagen und leichte Sattelschlepper

Wir unterstützen die Emissionsziele für Personenwagen, Lieferwagen und leichte Sattelschlepper und die damit verbundenen Anpassungen, sofern die Anpassungen im Gleichschritt mit den Anpassungen der Regelungen in der EU erfolgen. Zu beachten ist, dass die Bevölkerung in den Randregionen, die auf Autos angewiesen sind, nicht benachteiligt werden. Wir gehen davon aus, dass von dieser Änderung v.a. Hersteller der entsprechenden Fahrzeuge betroffen sind und diese die Ziele durch technische Innovation erreichen. Die Preise für die Konsumenten sollten in diesem Zusammenhang für den Endkunden nicht ansteigen.

Gebäudeprogramm

Im Rahmen des ersten Massnahmenpakets der Energiestrategie 2050 ist vorgesehen, dass das Gebäudeprogramm ausgebaut wird, respektive, dass dafür mehr Mittel zur Verfügung stehen. Wir begrüssen die zusätzlichen Möglichkeiten für Sanierungen und auch die damit einhergehenden Steuererleichterungen, die neu auch einen Anreiz schaffen für Gesamtanierungen.

Aus der Potenzialstudie „Ressourcen – und Klimateffizienz in der Landwirtschaft“ von AgroCleanTech geht hervor, dass eine der wirksamsten Massnahmen, um die Emission von Treibhausgasemissionen zu reduzieren in der Gebäudesanierung zu finden ist. Ein Teil dieser Gebäude sind die Ökonomiegebäude auf den Betrieben (z.B. Schweineställe und Geflügelhallen), über deren Sanierung ein beachtliches Potenzial von Emissionseinsparungen genutzt werden könnte. Es ist deshalb für uns unerklärbar, weshalb landwirtschaftliche Ökonomiegebäude bis anhin für die Förderung der Sanierung im Rahmen des Förderprogramms nicht vorgesehen sind. Wir fordern dringend, dass im Rahmen der Energie – und Klimapolitik rasch eine Lösung gefunden wird, um diese Lücke zu schliessen. Die Anpassung der Energie- und sowie der CO₂-Verordnung im Zuge der Umsetzung der Energiestrategie 2050 bietet dazu eine Gelegenheit.

Um die Kantone dazu zu bewegen, zukünftig auch landwirtschaftliche Ökonomiegebäude ins den Förderbereich ihrer Förderungen aufzunehmen und damit die entsprechenden CO₂-Emissionen einzusparen, schlagen wir folgende Änderung der Verordnung vor:

Art. 104 Globalbeitragsberechtigung
 Abs. 1

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
<p>Der Bund gewährt den Kantonen Globalbeiträge nach Artikel 34 des CO₂-Gesetzes für die Förderung von Massnahmen zur langfristigen Verminderung der CO₂-Emissionen bei Gebäuden, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Anforderungen nach den Artikeln 57-62 der Energieverordnung vom ...24 (EnV) eingehalten sind. b. mit den Massnahmen wirksam CO₂-Emissionen vermindert werden; und c. die Massnahmen kantonsübergreifend harmonisiert umgesetzt werden. 	<p>Der Bund gewährt den Kantonen Globalbeiträge nach Artikel 34 des CO₂-Gesetzes für die Förderung von Massnahmen zur langfristigen Verminderung der CO₂-Emissionen bei Gebäuden, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Anforderungen nach den Artikeln 57-62 der Energieverordnung vom ...24 (EnV) eingehalten sind. b. mit den Massnahmen wirksam CO₂-Emissionen vermindert werden; c. die Massnahmen kantonsübergreifend harmonisiert umgesetzt werden; und d. die Kantone im Rahmen der Vergabe von Fördergeldern auch die Sanierung von landwirtschaftlichen Ökonomiegebäuden angemessen berücksichtigen.

Alternativ kann auch eingefordert werden, dass die Förderung der Sanierung von landwirtschaftlichen Ökonomiegebäuden ein fester Bestandteil der MuKE n wird.

Weitere Anpassungen: CO₂-Kompensationsprogramme

Wir können die Empfehlungen der Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK) bezüglich des Instruments der CO₂-Kompensation, bzw. der CO₂-Kompensationsprogramme gut nachvollziehen. Mit der erhöhten Transparenz und der zusätzlichen Möglichkeit der Einsichtnahme in Unterlagen soll aber auf keinen Fall der Aufwand für die Projektanten von CO₂-Kompensationsprojekten wachsen. Ziel dieses Instrumentes ist es schliesslich, möglichst viel CO₂ – Emissionen einzusparen. Und dies geschieht nur, wenn auch CO₂-Reduktionsprojekte umgesetzt werden. Die Formellen Kriterien sollten in Anbetracht des Zieles und zugunsten desselben sekundäre Priorität haben.

Verordnung des UVEK über den Herkunftsnachweis und die Stromkennzeichnung (HKSV)

Der neuen Verordnung über den Herkunftsnachweis und die Stromkennzeichnung (HKSV) ist zu entnehmen, dass Betreiber von Anlagen jegliche Änderung der Anlagedaten unverzüglich zu melden hat. Anlagen, die im KEV – System gefördert werden, haben bereits jetzt eine Meldepflicht gegenüber Swissgrid. Eine doppelte Meldepflicht macht aus unserer Sicht keinen Sinn und führt zu einem Mehraufwand, der nicht gerechtfertigt ist. Mit dem Ziel, den Aufwand einzugrenzen und die Umsetzung der ES 2050 effizienter zu gestalten, machen wir folgenden Vorschlag:

Art. 2 Registrierung der Produktionsanlage

Abs. 4

Verordnungstext	Vorschlag neuer Text
Der Produzent muss der Vollzugsstelle jede Änderung der Anlagedaten der betreffenden Produktionsanlage unverzüglich melden.	Der Produzent muss der Vollzugsstelle jede Änderung der Anlagedaten der betreffenden Produktionsanlage unverzüglich melden. <i>Davon ausgenommen sind geförderte Anlagen, die aus dem Netzzuschlag (nach Art. 35 EnG) finanziert werden und damit ohnehin der Meldepflicht unterstehen.</i>

Bemerkungen zu den anderen Verordnungen des Verordnungspakets

Energieeffizienzverordnung: Wir begrüssen die weitere Verbesserung der Energieeffizienz über die Energieetikette (Verbesserung der Transparenz) und andere Instrumente. Positiv erachten wir auch den Umstand, dass die Regelungen der EU übernommen werden und damit auch der Handel mit der EU erleichtert wird. Wichtig erscheint uns in diesem Zusammenhang, dass die gemachten Angaben tatsächlich vertrauenswürdig sind und allfällig anfallende Mehrkosten nicht vollumfänglich auf die Konsumenten abgewälzt werden können.

Kernenergieverordnung: Wir unterstützen die Festschreibung in Gesetz und Verordnung, dass keine Baubewilligungen für neue Kernkraftwerke mehr erteilt werden. Damit kann ein wesentlicher Beitrag geleistet werden zu einer risikofreieren Stromversorgung in der Schweiz

Schlussbemerkungen/Zusammenfassung

Aus Sicht des SBV ist zentral, dass die Gesetzesänderungen der Energiestrategie 2050 über die Verordnungen so umgesetzt werden, dass es sich auch für kleinere und mittlere Produzenten lohnt, Strom, Wärme und Gas aus erneuerbaren Energien bereit zu stellen. Hierzu gehört eine angemessene Vergütung, ob im Rahmen von EVS, der Einmalvergütung oder von Investitionsbeiträgen, so dass möglichst viele Anlagen realisiert werden können, die für den jeweiligen Betreiber rentabel sind.

Aufgrund der Einführung von intelligenten Mess – und Regelsystemen dürfen keine zusätzlichen Kosten für die kleinen und mittleren Produzenten anfallen. Ausserdem muss beim Bau von Anlagen erneuerbarer Energien dem Kulturlandschutz Priorität beigemessen werden, mitunter auch im Zusammenhang mit der Umsetzung von ökologischen Kompensationsmassnahmen.

Als hohe Priorität fordern wir dringlich, die mit der Aufnahme von Ökonomiegebäuden ins Gebäudeprogramm zu prüfen und insbesondere auch den Nutzen des Reduktionspotenzials von Treibhausgasemissionen zu berücksichtigen.

Schliesslich sind für eine Verbesserung der Energieeffizienz (und eine verstärkte Nutzung erneuerbarer Energien) in der Landwirtschaft Beratungsangebote, sowie Aus- und Weiterbildung zu diesen Themen an landwirtschaftlichen Schulen essentiell für die Verbreitung und Verankerung dieses Wissens. Es ist uns deshalb ein zentrales Anliegen, dass entsprechende Projekte in diesen Bereichen zukünftig noch verstärkt positiv begutachtet werden.

Wir bitten Sie um die Berücksichtigung unserer Anliegen und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Schweizer Bauernverband



Markus Ritter
Präsident



Jacques Bourgeois
Direktor

Bundesamt für Energie
Kochergasse 6
3003 Bern
energiestrategie@bfe.admin.ch

Bern, 8. Mai 2017 sgv-Sc

**Vernehmlassungsantwort
Umsetzung des ersten Massnahmenpakets der Energiestrategie 2050 – Änderungen auf der
Verordnungsstufe**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300 000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Im Sinne einer pragmatischen Abwägung befürwortet der sgv die Änderung des Energiegesetzes sowie weiterer Erlasse, „Energiestrategie, erstes Massnahmenpaket“. Doch der sgv kann den hier gemachten Umsetzungsvorschlägen aus drei Gründen nicht zustimmen. Erstens fehlt das Preisschild der Umsetzungsvorlage. Regulierungsentwürfe können nur sorgfältig überprüft werden, wenn das brutto-Total der von ihnen ausgelösten Regulierungskosten bekannt sind. Im vorliegenden Paket fehlt diese Information. Zweitens findet eine Vernehmlassung über die Umsetzung einer Vorlage, über die erst noch abgestimmt wird, statt. Das ist rechtsstaatlich und demokratiepolitisch problematisch. Drittens sind verschiedene Korrekturen an der Umsetzungsvorlage vorzunehmen, die weiter unten detailliert geschildert werden.

Der sgv fordert deshalb: Nach Annahme des Energiegesetzes ist die um die nachfolgenden Anmerkungen korrigierte Vorlage mit einem Preisschild zu versehen und nochmals der Vernehmlassung – möglicherweise in einem verkürzten Verfahren – zu unterbreiten.

I. Prinzipien, welche die Umsetzungsvorlage einhalten muss

In der Detailüberprüfung der Umsetzungsvorlage fordert der sgv neben der engen Orientierung am neuen Energiegesetz sowie an die damit geänderten Erlasse die Einhaltung folgender Prinzipien:

- Die Umsetzungsvorlage ist grundsätzlich wettbewerbsneutral.
- Die Umsetzungsvorlage basiert möglichst auf marktwirtschaftliche Mittel.
- Die Versorgungssicherheit ist zu gewährleisten.
- Die Kosten für Strom – und allgemein für Energie – müssen wettbewerbsfähig bleiben.
- Unnötige Regulierungskosten sind abzubauen, neue zu vermeiden.

Im Folgenden werden die Erlasse, die Teil der Umsetzungsvorlage sind, anhand dieser Prinzipien überprüft. Es wird darauf verzichtet, auf alle Erlasse einzugehen und der Fokus wird auf die für den sgv relevantesten Passagen gelegt.

II. Entwurf der Energieverordnung (E-EnV)

Art. 4 Stromkennzeichnung (sowie Anhang 1.1 und 1.2 des Entwurfs der Verordnung über den Herkunftsnachweis und die Stromkennzeichnung, E-HKSV)

Die obligatorische Stromkennzeichnung für alle in der Schweiz gelieferten Kilowattstunden generiert unverhältnismässige Regulierungskosten. Erstens wird wohl in der Praxis der Endverbraucher für den zusätzlichen Bürokratieaufwand, welcher mit der Erfassung jeder einzelnen Kilowattstunde einhergeht bezahlen. Zweitens entspricht diese Vorschrift keinem allgemeinen Bedürfnis. Jene Stromproduzenten, die ein Interesse an der Kennzeichnung haben, werden sie aus marktlichen Überlegungen machen.

Art. 8 und 9 Wasserkraft- und Windkraftanlagen von nationalem Interesse

Die Gleichstellung von Anlagen zur Energiegewinnung aus erneuerbaren Energiequellen und anderen Interessen von nationaler Bedeutung ist im Hinblick auf die zeitnahe Realisierung von Energiegewinnungsanlagen dringend geboten. Der sgv fordert einen Automatismus, wonach alle Wasser- und Windkraftanlagen, die eine bestimmte Kapazitätsgrenze übersteigen automatisch als im nationalen Interesse gelten. Die Grösse der zusammenhängenden Windkraftanlagen ist den Windkraftbetreibern zu überlassen, d.h. die Bestimmung „räumlich Nähe“ ist stark einengend.

Art. 13 Vergütung

Der vorgeschlagene Verordnungstext widerspricht dem Willen des Gesetzgebers, der eine marktnahe Vergütung des eingespeisten Stroms aus Erneuerbaren anstrebt und sich an den vermiedenen Kosten des Netzbetreibers orientiert (Art. 15 EnG). Es dürfen darum nur die Bezugskosten eingerechnet werden und nicht auch noch die Gestehungskosten der eigenen Produktionsanlage.

Art. 15 Ort der Produktion für den Eigenverbrauch

Die Idee hinter den umliegenden Grundstücken ist gut, aber sie ist gleichzeitig unscharf, da sie eine Totalität eines räumlichen Zusammenhangs implizieren kann. Wenn einzelne Grundstücke in einem Raum sich nicht einer gemeinsamen Produktionsanlage anschliessen wollen, darf das nicht zur Disqualifikation aller anderen Grundstücke für den gemeinsamen Eigenverbrauch führen. Es muss die Regel gelten: Eigenverbrauch ist das, was von den Verbrauchern als solcher gekennzeichnet wird.

Art. 16 Voraussetzung

Jegliche Form von Mindest- oder Maximalmass ist willkürlich und diskriminierend und demzufolge zu streichen.

Art. 17 Zusammenschluss mit Mieterinnen und Mietern und Pächterinnen und Pächtern

Absätze 2 und 3 sind zu streichen; sie sind kostspielige Überregulierung und Umsetzung sachfremder Anliegen, zum Beispiel Mieterschutz.

Art. 18 Energiespeicher

Der wirtschaftliche und netzdienliche Zubau dezentraler Energiespeicher ist eine Voraussetzung für den gelingenden Umbau des Energiesystems im Sinne der Energiestrategie 2050. Aus diesem Grund

dürfen Speicher unabhängig von ihrer Auslegung und Technologie nicht diskriminiert werden. Die Anforderungen an die Energiespeicher sollen nicht höher sein als an die Produktionsanlagen.

Art. 20 Wettbewerbliche Ausschreibung

Art. 20 Abs. 2 muss gestrichen werden. Einerseits ist diese Bestimmung bereits im Gesetz ausreichend geregelt und andererseits lehnt der sgv technologiespezifische Regelungen generell ab. Auch braucht es keine willkürliche jährliche Anpassung der Bedingungen oder Sperrfristen für weitere Ausschreibungen (Art. 21). Schliesslich soll auf eine aufwändige, nachträgliche Messung der Stromesparungen für die Auszahlung der Förderbeiträge verzichtet werden. Dies läuft dem Grundgedanken zuwider, dass Projekte und Programme mit einem möglichst guten Kosten-Nutzen-Verhältnis gefördert werden sollen.

Art. 24 Wettbewerbliche Ausschreibung

Die jährlichen Auswertungen des BFE müssen auch Angaben über die Beendigung des Programmes der wettbewerblichen Ausschreibungen beinhalten, wobei ein konkretes Ausstiegszenario vorzugeben ist und in den Folgejahren die Einhaltung des Szenarios zu beurteilen ist.

Art. 29bis Monitoring

Das BFE hat eine jährliche Auswertung vorzunehmen und diese Auswertungen müssen auch Angaben über die Beendigung des Programmes der Erkundungsbeiträge und Garantien beinhalten, wobei ein konkretes Ausstiegszenario vorzugeben ist und in den Folgejahren die Einhaltung des Szenarios zu beurteilen ist.

Art. 36bis Monitoring

Das BFE hat eine jährliche Auswertung vorzunehmen und diese Auswertungen müssen auch Angaben über die Beendigung des Programmes der Sanierungsbeiträge beinhalten, wobei ein konkretes Ausstiegszenario vorzugeben ist und in den Folgejahren die Einhaltung des Szenarios zu beurteilen ist.

Art. 37 Erhebung

Der Netzzuschlag ist auf 1.9 Rappen/kWh zu erhöhen. Damit bleiben noch Erhöhungen möglich und das Subventionsprogramm bleibt unter Druck, Mittel sorgfältig einzusetzen

Art. 38 Verwendung

Absatz 1 ist anzupassen: Erstens ist eine ausdrückliche Pflicht zu wirtschaftlich effizienten Einsetzung der Mittel vorzusehen. Zweitens ist die Referenz auf die Richtwerte des Energiegesetzes ersatzlos zu streichen.

Art. 39 – 51KEV

Die sgv verlangt eine Harmonisierung und Vereinfachung der Zielvereinbarungssysteme. Der in Art. 41 Abs. 3 geforderte lineare Zielpfad für die Energieeffizienz widerspricht diesem Ziel und muss gestrichen werden. Zudem muss endlich die Harmonisierung mit den Vorgaben in der CO₂-Gesetzgebung umgesetzt werden, was eine Anpassung von Art. 41 Abs. 4 und Art. 44 bedingt.

Der sgv verlangt zudem die Ausweitung dieses Instruments auf alle Unternehmen, die sich Energieeffizienzziele geben und diese auf eigene Kosten und Verantwortung erreichen.

Das Kriterium „Rate der Bruttowertschöpfung“ ist ökonomisch falsch und führt zu wettbewerblichen Verzerrungen. Ökonomisch gesehen bildet die Bruttowertschöpfung nur ungenügend Kostenstrukturen ab, denn die Bruttowertschöpfung übergewichtet ertragsseitige Einflüsse. Die Begründung für die de-facto-Befreiung ist jedoch, die Kostenstrukturen der Unternehmen seien besonders den Strom- und Energiekosten exponiert. Diese Kostenstruktur hat nicht mit der Ertragsseite der Erfolgsrechnung zu tun; ja sie ist besonders kostenrelevant weil sie nichts mit der Ertragsseite zu tun hat. Wettbewerbspolitisch ist diese Betrachtung noch problematischer. Denn sie führt eine willkürliche Grenze ein, die weder mit dem Markt noch mit der Kostenstruktur noch mit irgendeinem ökonomischen Kriterium zu rechtfertigen ist.

Art. 54 Information und Beratung

Dieser Artikel ist zu streichen. Es besteht heute schon ein Markt für diese Tätigkeiten. Politische Vorgaben an Kantone, Gemeinden und privaten Organisation in einer Verordnung zu verankern ist eine eklatante Verletzung demokratischer Grundsätze.

Art. 58 Globalbeiträge

Buchstabe d und e sind zu streichen; diese Leistungen werden im Markt erbracht.

Art. 59 Globalbeiträge

Absatz 2 Buchstabe b ist zu streichen. Es gibt keinen Grundsatzentscheid in der Schweiz gegen fossile Energieträger.

Art. 63 Einzelprojekte

Absatz 1 Buchstabe c ist zu streichen. In einer Verordnung dürfen keine politischen Vorgabe gemacht werden.

Art. 71 Monitoring

In einem Absatz 1bis soll die Pflicht für das BFE geschaffen werden, Ausstiegsszenarien aus allen Subventionssystemen und Programmen zu formulieren sowie Massnahmen vorzuschlagen, wie dieser Ausstieg auszugestalten ist.

III. Entwurf der Stromversorgungsverordnung (E-StromVV)

Art. 3a Netzzusammenschluss zum Eigenverbrauch

Art. 3a der Stromverordnung (Verweigerungsmöglichkeit des Netzbetreibers betreffend Zusammenschlüsse zum Eigenverbrauch) ist ersatzlos zu streichen. Es fehlt eine gesetzliche Grundlage.

Art. 8 und 8c Intelligente Netzsysteme

Es ist jeweils ein Absatz einzufügen, der stipuliert, dass den Endverbrauchern höchstens ein Drittel der Kosten/Investitionen für intelligente Mess-, Steuer und Regelsysteme verrechnet werden dürfen.

Art. 18 Netznutzungstarife

Es besteht kein Bedarf für weitere Eingriffe in die Tarifgestaltung der Netzbetreiber gemäss dem vorgeschlagenen Verordnungstext. Die Neuregelung widerspricht zudem den Beschlüssen aus der Energiestrategie, die die verursachergerechtere Tarifierung zum Ziel hatte (Art. 14 StromVG).

Art. 31e Übergangsbestimmung

Die lückenlose Umstellung auf Smart Meters sollte mit der vollständigen Öffnung des Strommarktes einhergehen. Nur wenn Endverbraucher auch die Möglichkeit einer wirklichen freien Wahl des Stromanbieters haben, ist ein Erfassen aller Strombezugsdaten zwecks Steuerung und Regelung des Netzbetriebs – und vor allem der Netzplanung – durch den Netzbetreiber gerechtfertigt.

IV. Entwurf der Energieeffizienzverordnung (E-EnEV)

Art. 2 Definitionen

Mit dieser Definition von „Abgeben“ wird der gesamte Occasionsmarkt eliminiert. Die aktuelle Formulierung verlangt nämlich, dass bei jedem Weiterverkauf von Geräten, diese „nachgerüstet“ werden müssen. Das ist aber weder verhältnismässig noch ökologisch sinnvoll. Zudem ist dies ein zu grosser Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit, weil damit der Occasionshandel de facto untersagt wird.

Art. 10 Kennzeichnung

Nach Einführung der CO₂-Emissionsvorschriften für Personenwagen im Jahr 2012 und der langfristig wirksamen Energiestrategie 2050 ist der Nutzen der Energieetikette für Personenwagen als Zusatzmassnahme gering. Die administrative Belastung der Automobilbranche ist hingegen erheblich und damit demzufolge unverhältnismässig. Sie könnte mit einer Aufhebung der Kennzeichnungspflicht und der damit verbundenen Befreiung von der Erstellung von Energieetiketten massgeblich reduziert werden, ohne dass negative Auswirkungen auf die Umwelt zu befürchten wären. Deshalb fordert der sgv eine ersatzlose Aufhebung der Energieetikettenpflicht.

Anhänge

Der Abbau von Handelshemmnissen ist zu begrüssen. Dagegen bedauern der sgv die teilweise Schwerfälligkeit der Umsetzung durch die verschiedenen Verweise auf einschlägige EU-Erlasse in der Verordnung z.B. betreffend die Mess- und Berechnungsmethoden in den Konformitätsbewertungsverfahren. Im Sinne einer besseren Anwendbarkeit von Regulierungsvorschriften sollen die anwendbaren Grundsätze im Erlass selber enthalten sein. Die anwendbaren Vorschriften sollen möglichst unmittelbar aus der Verordnung selber hervorgehen.

V. Entwurf der CO₂-Verordnung (E-CO₂V).

Grundsätzliches zum 3. Kapitel

Nach den hier vorgeschlagenen Änderungen kommt es weiterhin zu Nachteilen für Kleinimporteure, wenn sie Fahrzeuge mit hohen CO₂-Emissionen einführen, da diese, im Gegensatz zu den Grossimporteuren, weniger Kompensationsmöglichkeiten haben. Nach dieser Logik werden die Kleinimporteure von Lieferwagen und Sattelschleppern ebenso benachteiligt. Eine Abhilfe dieser offenkundigen Ungleichbehandlung ist der Zusammenschluss der Kleinimporteure zu Emissionsgemeinschaften, wie sie im Artikel 22 CO₂-Vo vorgesehen ist. Damit diese Lösung aber funktioniert, muss die darin ebenfalls instituierte Solidarhaftungsgemeinschaft in der Emissionsgemeinschaft aufgehoben werden. Im Übrigen verweist der sgv auf die Stellungnahmen von Auto Schweiz und des VFAS.

Art. 27 Phasing-in

Das Phasing-in ist gemäss den Vorschlägen der Branche zu gestalten.

Art. 96ff. Rückerstattung der CO₂-Abgabe an Betreiber von WKK-Anlagen

WKK-Anlagen erzeugen bedarfsgerecht Wärme und Strom und sind deshalb ein bedeutender Baustein der Energiestrategie. Sie leisten einen komplementären Beitrag im Winterhalbjahr, wenn einerseits der Bedarf durch Elektrowärmepumpen erhöht ist und künftig weiter ansteigen wird und andererseits einheimische erneuerbare Quellen aus Wasserkraft und Photovoltaik nur einen gegenüber dem Sommerhalbjahr reduzierten Anteil an der Stromerzeugung ausmachen.

Der Verordnungsentwurf nimmt für eine Rückerstattung die ursprünglich auf Gesetzesstufe beantragte Leistungsuntergrenze von 1 MW Gesamtfeuerungswärmeleistung wieder auf. Der energiepolitische Zweck legt keine derart hoch angesetzte Leistungsuntergrenze für die Rückerstattungsberechtigung nahe. Wie der Erläuternde Bericht zur Teilrevision der CO₂-Verordnung auf Seite 4 festhält, trägt die Rückerstattung der CO₂-Abgabe dazu bei, die Versorgungssicherheit beim Strom zu stärken, und schafft zusätzliche Anreize für Effizienzmassnahmen. Die Untergränze sollte daher bei maximal 100 kW Gesamtfeuerungswärmeleistung angesetzt werden.

Art. 104 Globalberechtigung

Der sgV begrüsst die Globalbeiträge des Bundes an die Kantone mit dem Ziel der langfristigen Verminderung der CO₂-Emissionen bei Gebäuden. Da es sich um ein Förderprogramm handelt, ist sicherzustellen, dass dieses breit und effizient umgesetzt wird, solange dies befristet gilt.

Es ist deshalb darauf hinzuweisen, dass das harmonisierte Fördermodell der Kantone (HFM 2015) entgegen dem Titel nur bedingt eine harmonisierte Förderung sicherstellt. Für das Basisförderprogramm gibt es, wie im Bericht erwähnt, drei Varianten (Gebäudesanierung mit Einzelmassnahmen, Gebäude-sanierung in umfangreichen Etappen, umfassende Gebäudesanierung ohne Etappierung). Dadurch ist beispielsweise nicht sichergestellt, dass eine landesweite Berücksichtigung der Solarthermie stattfindet. Diese Technologie wird damit massgeblich gegenüber der Photovoltaik benachteiligt.

Mindestens muss explizit zugelassen werden, dass Kantone, die sich für die Varianten Gebäudesanierung in Etappen oder ohne Etappierung entscheiden, zusätzlich Einzelmassnahmen wie die Solarthermie mit Mitteln aus der Teilzweckbindung fördern können. Es ist denkbar, dass die Kantone nicht alle verfügbaren Mittel aus den Globalbeiträgen ausschöpfen werden.

VI. Entwurf der Energieförderungsverordnung (E-EnFöV)

Art. 9 Wahlrecht bei PV-Anlagen

Gemäss dem Erläuterungsbericht des Bundesrates sollen möglichst alle PV-Anlagen von der Möglichkeit der Einmalvergütung profitieren können. Es ist darum nicht nachvollziehbar, wieso der Bundesrat für die Anspruchsberechtigung trotzdem eine Leistungsobergrenze von 50 MW festschreibt.

Art. 16 Referenz-Marktpreis

Die spezielle Berechnungsmethode des Marktpreises für PV-Anlagen im Vergleich zu den anderen Technologien widerspricht dem Grundsatz einer möglichst einheitlichen Referenzmarktpreisberechnung und soll darum auch für alle anderen Technologien gelten.

Art. 21, 44, 54, 78 Abbau Wartelisten

Der Abbau der Wartelisten sollte unabhängig von der Vergütungsart nicht nur vom Datum des Einreichens des Gesuchs abhängen. Sinnvoller wäre es, wenn die Wartelisten anhand des Beitrages der jeweiligen Anlagen zur Versorgungssicherheit der Anlageleistung und ihrem Beitrag zur Netzverstärkung realisiert würden. Dadurch würden zuerst die Anlagen realisiert, die am meisten zur Versor-

gungssicherheit beitragen. Variante B scheint im System des Art. 21 zielgerichteter, da damit Anreize für die Realisierung von noch nicht umgesetzten Projekten geschaffen werden.

Art. 29-31 Abnahme- und Vergütungspflicht

Die vorgeschlagene Abnahme- und Vergütungspflicht inklusive der Abschaffung der Bilanzgruppe erneuerbare Energie (BG-EE) ist nicht zielführend. Die Konsequenzen der Pflichtabnahme zum Referenz-Marktpreis auf die Netzbetreiber mit und ohne Eigenproduktion sind schwer absehbar und könnten unter dem aktuellen Preisniveau sogar zu einer weiteren Subvention zugunsten der Anlagebetreiber führen.

Art. 51 ff. Investitionsbeitrag Wasserkraft

Im Energiegesetz (Art. 26) wurde nicht vorgesehen, dass bei der Bestimmung der Investitionsbeiträge für die Wasserkraft eine Unterscheidung zwischen Erneuerungen und Erweiterungen von Kraftwerken vorgenommen wird. Es ist u.a. aus Effizienzgründen nicht nachvollziehbar, wieso in der EnFV nun tiefere Beiträge für Erneuerungen als für Erweiterungen oder Neubauten vorgeschlagen werden. Folglich sollen diese Bestimmungen gestrichen (Art. 52 Abs. 2 und 3) und Verbesserungen bei der Reihenfolge der Berücksichtigung von Wasserkraftprojekten vorgenommen werden.

Art. 72 ff Investitionsbeitrag Biomasse

Analog zu den vorhergehenden Bemerkungen soll auch bei der Biomasse auf eine Berechtigungsbeschränkung über eine Leistungsobergrenze (Art.72 Abs. 3) verzichtet werden, damit das Ausbauziel möglichst effizient erreicht werden kann. Die definitive Festsetzung des Investitionsbeitrages soll nur von den tatsächlich anrechenbaren Investitionskosten abhängig gemacht werden (gilt auch für Investitionsbeiträge zugunsten der Wasserkraft).

Art. 93 ff. Marktprämie

Bereits auf Gesetzesebene waren die Konsequenzen der Marktprämie kaum abschätzbar. Die Regulierungsdichte des Verordnungsentwurfes ist nun nochmals deutlich höher. Es ist darum kaum zu beurteilen, welche Kosten oder Erlöse eingerechnet werden sollen oder ob die Berechtigten zu viel oder zu wenig Mittel erhalten. Zwingend vermieden werden muss, dass eine doppelte Bevorteilung entsteht, indem Strom aus Wasserkraft gleichzeitig in der Grundversorgung abgesetzt und zusätzlich die Marktprämie beansprucht wird. Der sgv fordert darum neben der intensiven Koordination zwischen EICom und BFE auch eine enge Abstimmung mit anderen Gesetzesvorlagen wie z.B. dem Stromversorgungsgesetz (StromVG). Der sgv verlangt, dass nur die Grosswasserkraft-Betreiber von einer Marktprämie profitieren dürfen, die nicht bereits im Einspeisevergütungssystem integriert sind.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Hans-Ulrich Bigler
Direktor, Nationalrat



Henrique Schneider
stv. Direktor

Frau Bundespräsidentin
Doris Leuthard
Kochergasse 6
3003 Bern

energiestrategie@bfe.admin.ch

Bern, 8. Mai 2017

Umsetzung des ersten Massnahmenpakets zur Energiestrategie 2050: Änderungen auf Verordnungsstufe

Sehr geehrte Frau Bundespräsidentin, sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund SGB bedankt sich für die Möglichkeit zu den vorgeschlagenen Änderungen der diversen Verordnungen im Rahmen der Umsetzung der Energiestrategie 2050 Stellung nehmen zu können.

Wir begrüssen grundsätzlich, dass die Arbeiten seitens der Bundesverwaltung zügig an die Hand genommen werden, damit nach erfolgter positiver Abstimmung die Umsetzung zeitnah erfolgen kann. Hingegen sind wir sehr irritiert, dass via Verordnung nun Fakten in einem äusserst strittigen Punkt geschaffen werden: Die Schwächung des Landschaftsschutzes zugunsten der Stromproduktion aus erneuerbaren Energien (Wind und Wasser) wurde im Parlament kontrovers diskutiert. Laut Energiegesetz, das am 21. Mai zur Abstimmung kommt, braucht es für ein nationales Interesse eine bestimmte Grösse solcher Anlagen und sie müssen eine bedeutende Funktion für die Sicherung der Energiewende haben. Nun wird in der vorliegenden Energieverordnung diese gesetzliche Vorgabe äusserst grosszügig zu Gunsten der Energiewirtschaft ausgelegt: So soll ein Wasserkraftwerk bereits ab 10 GWh/Jahr von nationalem Interesse sein und den Landschaftsschutz aushebeln können. Das wären dann Kleinwasserkraftwerke in der Grössenordnung der Gomser Flusskraftwerke wie jene von Ulrichen, Walibach oder Fiesch, von denen jedes für sich genommen gut 2'000 Haushalte versorgen kann, aber sicher nie als national bedeutend eingestuft würde. Diesbezüglich bekommt das rasche Vorgehen der Verwaltung mit dem Abschluss dieser Vernehmlassung zu den Verordnungen vor dem Abstimmungstermin zum Gesetzespaket einen unguuten Beigeschmack: Will man den Gegnern der Energiestrategie damit das Gesetzespaket doch noch schmackhaft machen? Und den Befürworterinnen, insbesondere den Umweltverbänden verunmöglichen, sich zu wehren, weil diese die Abstimmung nicht gefährden wollen?

Es wäre im Interesse einer zügigen Umsetzung der Energiestrategie besser von Beginn weg eine Vertrauensbasis zu schaffen, die einen konstruktiven Umgang mit der schwierigen Interessensabwägung ermöglicht. Dies entspräche auch den Intentionen der Legislative. Viele ParlamentarierInnen, die sich über Jahre tatkräftig für eine mehrheitsfähige Energiestrategie eingesetzt haben, wollten den Landschaftsschutz keineswegs opfern, sondern den Weg für pragmatische Lösungen ebnen.

Zu den einzelnen Verordnungen

Totalrevision der Energieverordnung (EnV)

Mit der vorliegenden Verordnung soll u.a. die Transparenz zur Herkunft des Stroms erhöht werden, was wir unterstützen. Insbesondere begrüssen wir, dass laut Art. 3 Abs. 2 bei der Pumpspeicherung der Herkunftsnachweis für den Strom entwertet werden muss, der beim Pumpen verloren geht, also gut 20% des zum Pumpen aufgewendeten Stroms. Konsequenter wäre es sicher, für den gesamten Pumpstrom den Herkunftsnachweis entwerten zu lassen.

Art. 4

Die Stromkennzeichnung wird laut Verordnung für jede gelieferte Kilowattstunde vorgenommen werden. Wir beantragen im Sinn einer grösseren Transparenz gegenüber den Endverbrauchern, dass das pflichtige Unternehmen aber künftig sowohl Produktmix wie auch Lieferantenmix anzugeben hat.

Art. 8 und Art. 9 Wasserkraftanlagen und Windkraftanlagen von nationalem Interesse

Wie eingangs erwähnt, sind die hier festgelegten Produktionskapazitäten für Kraftwerksanlagen von nationalem Interesse viel zu tief angesetzt. In der Botschaft zur Energiestrategie wurde noch in Aussicht gestellt, dass die Werte für diese Anlagen im Rahmen einer Studie definiert würden, welche unter Beizug der Kantone, der betreffenden Bundesämter und Interessengruppen erstellt werden sollte. Dies ist nie gemacht worden. Es braucht aber nachvollziehbare Gründe, wieso ein Kraftwerk von zentraler Funktion für die Landesversorgung ist, um das Schutzziel einer Landschaft auszuhebeln. Bereits heute sind Eingriffe in nationale Schutzinventare möglich und sind auch in der Vergangenheit schon getätigt worden. Sofern die Eingriffe keine oder nur geringe Beeinträchtigungen zur Folge haben, ist dies auch in den meisten Fällen unproblematisch. In jedem anderen Fall braucht es eine Interessenabwägung, die auf belastbaren, realen Werten beruht.

Mit den in der Verordnung vorgeschlagenen Grenzwerten erlangen künftig Kleinwasserkraftanlagen in kleinen Einzugsgebieten und Windkraftanlagen mit drei Turbinen bereits eine nationale Bedeutung. Damit wird das Schutzziel von Landschaften obsolet.

Ganz eindeutig hat die Legislative im Gesetz neue Anlagen in Biotopen von nationaler Bedeutung ausgeschlossen (Art. 12 Abs. 2 EnG). Direkt spitzfindig wird in den Erläuterungen nun festgehalten, dass Anlagen ausserhalb der Schutzzone mit Auswirkungen in die Schutzzone aber nicht unter den Ausschluss fallen würden. Als Beispiel wird eine Ausleit-Wasserkraftanlage genannt, die ausserhalb des Biotops zu stehen käme, deren Restwasserstrecke aber durch dieses hindurchführen würde. Was dann zulässig wäre. Auch noch die nachträgliche Lektüre der Parlamentsdebatte zeigt: So war das nicht gemeint.

Die Produktionskapazitäten der Kraftwerksanlagen müssen dringend nach oben korrigiert werden, sie müssen einen substanziellen Beitrag an die gesamten Zubauziele bei den erneuerbaren Energien leisten können und für die nationale Versorgung, z.B. in den Wintermonaten, wirklich von grosser Bedeutung sein. Und die Biotope von nationaler Bedeutung bleiben ausgeschlossen. Entsprechend ist Art. 10 abzuändern, indem explizit formuliert wird, dass Anlagen mit Auswirkungen in die Schutzzone nicht zulässig sind.

Art. 17 Zusammenschluss mit MieterInnen und PächterInnen

Erfahrungen aus Deutschland zeigen, dass eine grosszügige Regelung der Eigenverbrauchsproduktion ein Treiber für die Energiewende sein kann. Insofern ist die gesetzlich verankerte Möglichkeit zu begrüssen. Bei der Umsetzung in der Verordnung stellen sich jedoch einige Fragen, da hier Überschneidungen zum Mietrecht bestehen. Heute befinden sich alle EndverbraucherInnen mit einem Stromverbrauch von unter 100 MWh im gebundenen Markt mit Strompreisen der Netzbetreiber, die von der EICom kontrolliert werden, und die sich an den Gestehungskosten zu orientieren haben. Ist es nun tatsächlich so, dass MieterInnen resp. PächterInnen gezwungen werden können, den Strom vom Grundeigentümer (hier Produzent) zu beziehen, auch wenn dieser mehr kostet als der Strom durch den regional zuständigen Verteilnetzbetreiber? Wörtlich heisst es dazu im erläuternden Bericht: „Allein der Umstand, dass der Elektrizitätspreis innerhalb des Zusammenschlusses höher ist als ein allfälliger Bezug beim Netzbetreiber stellt keinen Fall einer nicht angemessenen Versorgung dar.“¹ Und wäre kein legitimer Grund zum Ausstieg aus der Eigenverbrauchsgemeinschaft. Wenn man noch in Betracht zieht, dass weder die Erstmieter einer Liegenschaft noch deren Nachmieter überhaupt eine Wahlmöglichkeit haben sollen, ob sie Teil dieses Zusammenschlusses sein wollen, ist dies doch einigermassen fragwürdig. Zumal die Grundeigentümer laut Absatz 5 nicht mal verpflichtet sind, die Tarife zu veröffentlichen und eine Kostenträgerrechnung zu führen.

Wir beantragen, dass diese Regelung mit den zuständigen Fachleuten überprüft wird und würden sie in der vorliegenden Form nicht unterstützen wollen.

Art. 19 Verhältnis zum Netzbetreiber

Die Verteilnetzbetreiber werden durch diese Regelungen zum Eigenverbrauch massiv gefordert. Zumal es völlig offen ist, wie gross diese Eigenverbrauchsgemeinschaften sein könnten und um wieviel Strombedarf es sich konkret handelt, die ein Netzbetreiber innert drei Monaten zur Verfügung zu stellen hätte oder darauf sitzen bliebe. Der Vorteil, den ein Verteilnetzbetreiber in seiner Kostenplanung heute noch durch die gebundenen Endverbraucher hat, geht unter Umständen so verloren. Eigentlich könnte man hier von einer Voll liberalisierung durch die Hintertüre, sprich via Verordnung sprechen, wenn dann in der Realität von dieser Eigenverbrauchsregelung häufig Gebrauch gemacht werden wird. Durch die eigenartige „laissez faire“-Haltung gegenüber der Preisbildung in dieser Eigenverbrauchsgemeinschaft in Art. 17 könnte dies für Grundeigentümer resp. Produzenten tatsächlich attraktiv sein.

Auch hier schätzt es der SGB so ein, dass die Interessenabwägung nicht vollständig erfolgt ist. Eine Destabilisierung der Verteilnetze und der Betreiber ist nicht im Sinn der Energiewende, denn diese wird dezentral erfolgen und muss auf kooperative, belastbare Modelle abstützen. Die Verteilnetzbetreiber und die „Prosumer“ sind gleichermassen gefordert, ein ökonomisch faires Miteinander zu praktizieren, das die Netzstabilität nicht zusätzlich gefährdet.

Teilrevision der Verordnung über die Landesgeologie (LGeolV)

Keine Anmerkungen.

¹ Erläuternder Bericht zur Energieverordnung, S. 16 oben: https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/2833/5_Bericht-EnV_de.pdf

Teilrevision der Verordnung über die Reduktion der CO₂-Emissionen (CO₂-Verordnung)

Art. 27 Berechnung der durchschnittlichen CO₂-Emissionen bei Grossimporteuren

Der Bundesrat hatte in seiner Botschaft zur Energiestrategie 2050 ein EU-kompatibles Phasing-in für Neuwagenflotten vorgesehen. Das Parlament bekräftigte diese Absicht, aber hier soll nun via Verordnung eine Verzögerung durchgesetzt werden, die so nicht akzeptabel ist. Die sektoriellen Zwischenziele zur Senkung der Emissionen durch den Verkehr sind bereits heute unzureichend und das Problem verschärft sich durch die prognostizierte Zunahme des MIV. Das Phasing-in soll deshalb analog zur Regelung in der EU erfolgen.

Art. 36 Abs. 3

Der SGB begrüsst, dass künftig jährlich detaillierte Informationen über die Zielerreichung, die Sanktionen und den Verwaltungsaufwand erfolgen sollen. KonsumentInnen berücksichtigen heute bei der Wahl ihres Autos auch umweltspezifische Faktoren, die Sensibilität ist vorhanden.

Totalrevision der Verordnung über den Herkunftsnachweis und die Stromkennzeichnung (HKSV)

Wir begrüssen die gesetzlich verankerte vollständige Stromkennzeichnung. Eine rasche Übermittlung der Produktionsdaten wäre jedoch entsprechend im Sinn der EndverbraucherInnen.

Verordnung über die Anforderungen an die Energieeffizienz serienmässig hergestellter Anlagen, Fahrzeuge und Geräte (EnEV)

Keine Anmerkungen.

Verordnung über die Förderung der Produktion von Elektrizität aus erneuerbaren Energien (Energieförderungsverordnung, EnFV)

Diese neue Verordnung ist nebst der Energieverordnung sicher das Kernstück, mit welchem die gesetzlichen Regelungen der Energiestrategie präzisiert werden sollen. Der SGB begrüsst im Grundsatz das neue Konzept des Einspeisevergütungssystems, welches dazu führen soll, dass Strom aus erneuerbaren Energien, insbesondere Solarstrom, zeitgerechter und bedarfsorientierter ins Netz eingespeist wird. Die Verkürzung der Vergütungsdauer von 20 auf 15 Jahre und die Ausrichtung der Vergütung an den Gestehungskosten wird von uns unterstützt. Die Vergütungssätze für Photovoltaik sollen massiv gesenkt werden, da hier effektiv eine dynamische Kostentwicklung stattgefunden hat. Gleichzeitig aber liegt bei der Photovoltaik das grösste Ausbaupotenzial in der Schweiz und deshalb wäre es richtig, dass dieses Potenzial, gerade auch für die Stromproduktion im Winter, zügig genutzt würde. Entsprechende Anreize müssen deshalb gesetzt werden. Die Ausweitung der Möglichkeit einer Einmalvergütung auf grosse Photovoltaikanlagen bis zu 50 MW wird begrüsst.

Art. 10 Ausnahmen von der Untergrenze bei Wasserkraftanlagen

Im Parlament wurde lange über den Ausschluss von Kleinwasserkraftanlagen vom Vergütungssystem diskutiert. Der mehrheitsfähige Kompromiss orientierte sich stark am Argument, dass Kleinwasseranlagen einen erheblichen Eingriff in die Umwelt bedeuten, sich gleichzeitig aber nicht rechnen. So steht im Energiegesetz, das am 21. Mai zur Abstimmung kommt, dass Kleinwasseranlagen mit einer Leistung von weniger als 1 MW vom Vergütungssystem ausgeschlossen sind. Ausnahmen bilden laut Gesetz lediglich Anlagen, die mit Trinkwasserversorgungs- oder Abwasseranlagen verbunden sind resp. innerhalb bereits genutzter Gewässerstrecken liegen und

keine neuen Eingriffe in natürliche Gewässer vorsehen (Art. 19 und 20 EnG). Nun sollen laut Verordnung auch Anlagen, die im Zusammenhang mit Massnahmen zu Renaturierung oder Hochwasserschutz installiert werden, in den Genuss einer Einspeisevergütung oder eines Investitionsbeitrags kommen können. Das widerspricht der dezidierten Absicht der Legislative, solche Kleinwasserkraftanlagen, die einfach nicht ökonomisch sind, künftig aus dem System auszuschliessen. Der SGB beantragt deshalb Streichung von lit. d.

Art. 15 Direktvermarktung

Wir unterstützen grundsätzlich den Anreiz, die Stromproduktion stärker an der effektiven Stromnachfrage auszurichten, da für die Speicherung vorderhand nur unbefriedigende Lösungen vorhanden sind. Es ist allerdings fragwürdig, Betreiber von bestehenden Photovoltaikanlagen in die Direktvermarktung zu zwingen, da sie die Ausrichtung ihrer Panels nicht mehr beliebig ändern können. Es macht jedoch Sinn für neue Anlagen, weshalb wir beantragen, bestehende Photovoltaikanlagen von Absatz 2 explizit auszunehmen.

Art. 21 Abbau der Warteliste

Der Abbau der Warteliste müsste entsprechend Art. 19 und Art. 44 in der Logik des Datums des Einreichgesuchs erfolgen.

7. Kapitel. Marktprämie für Elektrizität aus Grosswasserkraftanlagen

Art. 93 und Art. 94

Es werden aktuell massive Anstrengungen zur Stützung der einheimischen Wasserkraft unternommen, auch die im Energiegesetz vorgesehene Marktprämie ist eine der Massnahmen in diesem Kontext (Art. 30 EnG). Die Marktprämie soll mit maximal 1 Rp./kWh die nicht gedeckten Gestehungskosten ausgleichen helfen. Nicht berücksichtigt wird hier, dass die Kraftwerksbetreiber auch in der anerkannt misslichen Marktlage dennoch weiterhin unterjährig mit Reservevorhaltungen und Systemdienstleistungen erhebliche Gewinne machen. So auch in den vergangenen zwei Jahren. Da all diese Kosten über den Strompreis letztlich von den kleinen EndverbraucherInnen bezahlt werden, müsste Transparenz über das gesamte angedachte Stützungsmodell für die einheimische Wasserkraft geschaffen werden. Zumal es aufgrund der rechtlichen Regelungen möglich wäre, dass auch ausländische Kraftwerkseigner von der Marktprämie profitieren werden.

Es ist nicht einsichtig, dass Erlöse aus Systemdienstleistungen nicht berücksichtigt werden. Nicht zuletzt werden diese ganzen Unterstützungsmassnahmen den Ruf nach einer vollständigen Marktöffnung verstärken und das wäre auch in der Logik der um Unterstützung nachsuchenden EVU nur kontraproduktiv. Denn die einzige „Rettung“ der einheimischen Stromproduktion liegt effektiv darin, dass den KonsumentInnen im gebundenen Markt noch immer der Strom zu Gestehungskosten verrechnet werden darf. Sollte diese Preissicherung wegbrechen, würde dies unter den aktuellen Marktbedingungen katastrophale Auswirkungen auf die gesamte Strombranche haben.

Art. 96 Grundversorgungsabzug

Dieser Artikel zeigt, wie komplex sich das System mit der Marktprämie in der konkreten Umsetzung auswirken wird. Es muss verhindert werden, dass ein EVU für seine Kraftwerke dank der Marktprämie und mit der Optimierung der Gestehungskosten effektiv Gewinn erwirtschaften kann. Ziel wäre, dass die Gestehungskosten insgesamt gedeckt wären. Der SGB begrüsst des-

halb die Präzisierung in Absatz 4, die genau solchen Geschäftspraktika einen Riegel schieben will. Aber so richtig wird man dann erst in der Anwendung der Marktprämie sehen, ob sich diese wirklich im Sinn ihrer Erfindung bewährt. Wir sind vorderhand sehr skeptisch.

Art. 98 Gesuch und Art. 99 Verfahren beim BFE

Die Marktprämie soll laut Art. 110 bereits ab 2018 ausbezahlt werden kann. Das BFE wird in der Abwicklung, aber insbesondere auch in der Kontrolle von allfälligen Missbräuchen von der ElCom unterstützt. Das scheint uns zwingend notwendig zu sein, da die ElCom aufgrund ihrer bisherigen Kontrolltätigkeit über wesentlich mehr Einblick in die Realitäten der EVU verfügt als dies dem BFE möglich wäre.

Art. 110 Übergangsbestimmung zur Marktprämie bei Grosswasserkraftanlagen

Der SGB begrüsst ausdrücklich, dass die Marktprämie auf fünf Jahre befristet sein wird. Es braucht dann unbedingt eine Analyse, ob sich das System im gewünschten Sinn einer Stabilisierung der einheimischen Wasserkraft ausgewirkt hat.

Teilrevision der Verordnung über Gebühren und Aufsichtsabgaben im Energiebereich (GebV-En)

Keine Anmerkungen.

Teilrevision der Kernenergieverordnung (KEV)

Keine Anmerkungen.

Teilrevision der Stromversorgungsverordnung (StromVV)

Art. 3a Netzanschluss bei Zusammenschlüssen zum Eigenverbrauch

Hier wird einem Netzbetreiber die Möglichkeit eingeräumt, einem Zusammenschluss zum Eigenverbrauch den Netzanschluss zu verweigern, wenn Massnahmen für eine Gewährleistung der Netzstabilität unverhältnismässig wären. Welche das sein könnten, bleibt offen und auch der erläuternde Bericht bringt keine Beispiele. Es bräuchte nach unserer Einschätzung hier unbedingt grössere Klarheit um Rechtsicherheit für beide Seiten zu schaffen.

Art. 18 Abs. 1bis und Abs. 2

Abs. 1bis

EndverbraucherInnen mit einer Anschlussleistung von 15 kVA sollen als eine Kundengruppe gelten und zwar unabhängig davon, ob sie nur Strom beziehen oder auch für den Eigenverbrauch selbst produzieren. Ausschlaggebend ist das Bezugsprofil. Das wird von uns begrüsst, da es die Diskriminierung beim Netzzugang für EndverbraucherInnen mit einer Photovoltaikanlage verunmöglicht. Die willkürliche Verteuerung der Netzkosten für Betreiber von kleinen Photovoltaikanlagen dürfte so nicht mehr vorkommen.

Abs. 2

Die Strompreise sind tief, für einen Haushalt stellen sie keinen Kostenfaktor dar. Das führt auch dazu, dass dem Stromverbrauch keine Beachtung geschenkt wird, was aber mit Blick auf die Energiewende problematisch ist. Denn diese kann nur gelingen, wenn auch der Stromverbrauch längerfristig gedrosselt resp. der vorhandene Strom sinnvoller eingesetzt wird. Die Elektrifizierung des Verkehrs, eine klimapolitisch enorm drängende Massnahme, ist nur umsetzbar, wenn der

Stromverbrauch anderweitig reduziert wird. Deshalb müssten die EndverbraucherInnen dazu angehalten werden, weniger Strom zu konsumieren. Diesbezüglich hätte ein Netznutzungstarif, der hauptsächlich auf bezogene Leistung abstellt, eine sensibilisierende Wirkung. Der Anteil des nichtdegressiven Arbeitstarifs muss deshalb wenigstens, so wie hier vorgeschlagen, 70% betragen.

Besten Dank für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Paul Rechsteiner
Präsident



Dore Heim
Geschäftsführende Sekretärin